

Solidarité avec les soldats jugés à Landau

Rassemblement M° Palais-Royal (Paris) à 18h, le 21 février

Rouge

CHOMEURS

Leur nombre
augmente

leurs droits diminuent

P3 - 5

M 1578 N°1100 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

du 17 fév. au 23 fév. 1984

FONCTION PUBLIQUE

L'unité s'impose

« Je l'attends, je l'attends, l'attendrai -je encore longtemps ? », disait une chanson républicaine sous le Second Empire. Tous les travailleurs qui aspirent à l'unité de l'action syndicale pourraient la reprendre aujourd'hui.

Oui, on l'attend l'unité, et ça urge.

Les accords UNEDIC passent, le patronat propose des centaines de milliers de licenciements, les salaires 1984 sont bloqués, et Maire, Krasucki, Bergeron et Pommateau regardent passer ces mesures comme d'autres regardent passer les trains.

L'unité, certains la croyaient rangée au grenier au côté de la lampe à huile et du rouet, mais heureusement, un peu partout dans le pays, on commence à la sentir, à la voir, exigée haut et fort par de nombreux secteurs : les Charbonnages, les chantiers navals, la fonction publique...

Quels que soient les détours, les embûches, elle arrive à s'imposer, car de plus en plus la division est injustifiable face aux travailleurs en lutte. La journée du 16 février, la manifestation parisienne pour la défense du pouvoir d'achat dans la fonction publique sont un symbole de ce point de vue.

Au fil des semaines, tous les syndicats ont appelé à cette journée d'action sur les salaires. Aucun n'a osé proposer une date différente. Chaque direction syndicale voulait une manifestation bien à elle, pour s'affirmer. Mais, finalement, les trois manifestations syndicales, appelées à des endroits séparés, se rejoindront à la fin du parcours.

Contraints à l'unité à plusieurs reprises, les dirigeants syndicaux, manifestement, ne veulent pas de l'unité. Parce qu'ils ne veulent pas d'une action déterminée, réelle, pour faire aboutir les revendications.

Mais l'exigence d'agir face au patronat et à la politique d'austérité du gouvernement est de plus en plus forte. Qui pourrait se contenter de chanter « Je l'attends, je l'attends... » ? Il y a bien autre chose à faire pour que l'unité d'action arrive enfin : l'imposer, par toutes les initiatives possibles.

Pour que cette exigence prenne corps, dans la pratique même de l'activité syndicale et des mobilisations, depuis la base jusqu'au sommet.

Tchad, Liban Assez de baratin, les troupes françaises doivent partir



REPERES

**Objectif :
un rassemblement
unitaire contre l'austérité**

La semaine dernière, Rouge publiait un appel pour l'organisation d'un grand rassemblement contre l'austérité et le retour de la droite. Cet appel arrive dans une période où les mobilisations ouvrières se multiplient et où des milliers de militants, écœurés par la politique du gouvernement, s'interrogent sur les possibilités d'une autre politique au service des travailleurs. Les militants de la LCR sont très actifs dans toutes ces mobilisations en cours et chaque fois ils soumettent à la discussion des propositions contenues dans le « Plan d'urgence ».

Dans toute la France, des centaines de débats sont organisés autour de ce plan. Des meetings, des prises de parole à la porte des entreprises sont planifiés. A la liste publiée la semaine dernière on peut ajouter une réunion-débat avec les travailleurs de DBA à Beauvais le 2 mars et un meeting central le 9 mars. Le 16 février, notre camarade Alain Krivine prendra la parole devant les Chantiers navals de La

Seyne avant de tenir un meeting à 18 h. Le 1^{er} mars, il sera à Massy. Les 14 et 15 mars, des meetings auront lieu à Roubaix et à Lille et plusieurs prises de parole seront organisées dans la journée à la porte des entreprises. Le 20 mars, un meeting est organisé à Rennes ; un autre le 22 mars à Malakoff. Il ne s'agit là que de premières initiatives. En même temps, les militants de la LCR prennent contact avec d'autres forces ou avec des militants d'autres organisations pour lancer des appels unitaires visant à organiser des rassemblements régionaux contre l'austérité et la droite.

Toutes ces initiatives devraient déboucher en mai sur un rassemblement national à Paris où des milliers de travailleurs et de jeunes venus de toute la France et de plusieurs centaines d'entreprises feront le bilan des luttes en cours et discuteront des solutions anticapitalistes qu'il va falloir imposer aussi bien au gouvernement qu'au patronat.

A. T.

plus que jamais, il est nécessaire que nos directions syndicales organisent une offensive réelle, vaste, unitaire, en appelant tous les personnels de l'Education nationale à une grève nationale et à une manifestation centrale à Paris. »

● Le collectif de Barentin (76) : « Ce collectif regroupant le SNI local, deux sections SNES, l'association Femmes de la vallée, la FCPE, le PS et la LCR, s'adresse au CDAL et au CNAL pour l'organisation d'un rassemblement central. »

● Le SNI-29 (Finistère) : « Dans le but d'obtenir une loi-cadre de nationalisation laïque, et le retrait du plan Savary, le conseil syndical donne mandat à son représentant au conseil national du SNI pour une manifestation un samedi à Paris, avec ce jour-là, une grève nationale. »

**TOULOUSE
L'ilotage,
le racisme,
le chômage tuent**

Vendredi 27 janvier, un jeune immigré, Kader, tentant d'échapper aux ilotiers du quartier, s'est tué en tombant du dixième étage de son immeuble. Kader avait été tabassé plusieurs fois par les ilotiers dont le racisme et le côté « cowboy » de l'un d'entre eux est de notoriété publique. Dans la cité, il est surnommé « le shérif », ou « Borniche ». Ce drame a provoqué une réaction immédiate. Les jeunes immigrés du quartier décidèrent d'une manifestation, le samedi suivant, sur le thème : « L'ilotage, le racisme, le chômage, ça tue ! »

Le PCF ne voyait rien de raciste dans cette affaire. Le PS ne voulait pas « effrayer une population française qui craint l'insécurité ». Les unions départementales CGT et CFDT restaient silencieuses. Le consulat d'Algérie et l'Amicale des Algériens tentaient de démobiliser les jeunes immigrés.

La manifestation, soutenue par les JCR et la LCR, le MRAP, la CIMADE et un groupe local, le GCR, a réuni plus de deux cents personnes à travers les quartiers de Toulouse où les immigrés sont les plus nombreux. A la fin, les jeunes immigrés ont appelé les jeu-

nes Français et immigrés présents à se réunir jeudi prochain pour s'organiser dans les cités.

**COMMUNIQUE
DE LA LCR
Contre l'expulsion
scandaleuse
de l'ilot Chalons**

L'intervention massive et brutale de la police à l'ilot Chalons hier dans l'après-midi, montre une escalade nette et inquiétante de la chasse aux immigrés à Paris. Tous les prétextes sont bons aujourd'hui pour investir et saccager des immeubles et des quartiers et en expulser leurs habitants malgré la saison d'hiver. Drogue, insalubrité, squatters, ce sont les mêmes arguments qui avaient justifié l'intervention policière dans le 18^e arrondissement la semaine dernière. En réalité, cette pratique inadmissible, qui jette des familles entières à la rue, qui permet plus de 600 interpellations et plusieurs menaces d'expulsion de France contre les travailleurs immigrés, a pour objectif essentiel de vider les quartiers populaires de Paris pour permettre la « rénovation immobilière », les profits juteux et le relogement d'habitants aisés. C'est la politique que mène Chirac, maire de Paris, depuis des années.

La LCR condamne énergiquement cette nouvelle initiative de chasse aux immigrés, qui a connu une ampleur sans précédent du point de vue de la violence et du quadrillage policier de tout un quartier. Elle appelle toutes les organisations démocratiques, antiracistes et ouvrières qui se battent pour la défense des droits des immigrés, notamment le droit à un logement décent, à s'associer à cette protestation, en particulier au niveau du gouvernement qui en a pris la responsabilité.

La LCR demande le relogement immédiat de tous les habitants de l'ilot Chalons et l'arrêt de toute procédure d'expulsion contre les immigrés.

**Bureau politique de la LCR
Le 15 février 1983**

N.B. Une bonne partie des dealers appréhendés ont été relâchés dès mercredi soir, tandis que 80 immigrés sans papiers passent au tribunal dans les 48 heures. Voilà qui éclaire les buts réels de l'opération.

**TCHAD
Le PCF soutient
l'intervention**

Claude Poperen, membre du bureau politique du PCF, a déclaré, le dimanche 12 février, au micro d'une radio locale à Versailles, que la position de son parti sur l'intervention soviétique en Afghanistan est la même que sur l'intervention française au Tchad. « Dans les deux cas, a-t-il dit, les deux pays ont été appelés à envoyer des troupes par des gouvernements qui sont en place, des gouvernements mis en place dans des conditions qu'on peut discuter, mais qui sont reconnus internationalement. » Poperen n'y va donc pas par quatre chemins. Mais que faut-il penser de cette curieuse comparaison ? Veut-il justifier l'in-

tervention soviétique en prenant pour repère la légitimité évidente de l'intervention française au Tchad ? Ou bien veut-il justifier cette dernière en prêtant à l'invasion soviétique un caractère exemplaire et universel ?

Nous sommes en tout cas de plus en plus loin de la moindre prise de position anti-impérialiste de la part du PCF sur la question tchadienne. Bien loin, même, de ses « inquiétudes » du départ. Va-t-on un jour entendre un dirigeant du PCF prétendre que la France a autant le droit de faire ce qu'elle fait en Afrique que les Etats-Unis en Amérique latine et dans les Caraïbes ? Après tout, là-bas aussi il y a des gouvernements « légitimes » « reconnus internationalement ».

POINT DE MIRE

**1 000 délégués
réunis par le CNAL.
Pour décider quoi ?**

Mille autocars, trente trains spéciaux, ont été requis pour la manifestation de l'enseignement privé à Rennes ce samedi. Et la dernière de ces initiatives, le dimanche 4 mars à Versailles, s'annonce déjà comme une véritable manifestation nationale de l'opposition.

Côté laïque, la CNAL convoque pour le 18 mars 1 000 à 1 500 délégués départementaux, à Evry, dans l'Essonne, un lieu symbolique pour les initiés : c'est là que le candidat Mitterrand avait promis la constitution « d'un grand service public laïque et unifié de l'éducation nationale ».

D'un côté, plusieurs dizaines ou centaines de milliers dans les rues de Versailles avec la droite ; de l'autre un petit millier reclus dans un gymnase d'Evry pour le CNAL : la comparaison aurait de quoi faire rire à droite, et pleurer à gauche.

A moins que la réunion d'Evry, première du genre, ne soit une rampe de lancement pour une mobilisation exceptionnelle des laïques. C'est ce que vient de proposer Guy Hermier, au nom du bureau politique du PCF, aux assises du CNAL.

L'enjeu de cette réunion nationale du comité est désormais clair et public. Des voix se sont élevées pour cette manifestation unitaire. Le PCF la reprend à son compte et dépose la proposition dans les bras du CNAL.

La réunion du 18, dès lors, est tenue de bien réagir. Ou bien elle ne sera qu'une séance ultime d'interpellation des députés, ou bien elle sera une plateforme de lancement de cette manifestation nationale que des centaines de milliers de défenseurs de l'école laïque, des centaines de milliers de personnes qui veulent réagir à l'offensive de la droite appellent de leurs vœux.

Toutes les voix doivent s'exprimer et faire chorus pour que cette manifestation nationale ait lieu, dans l'unité, à Paris. Le 18 mars du CNAL doit servir à ça !

Nicolas Jeanson

**LAIQUES
Pour
la manifestation
nationale à Paris**

La FEN-60 (Oise) ; la FEN-34 (Hérault) ; la FEN-91 (Essonne) ; le CDAL-53

(Mayenne) ; le SNES-académie de Montpellier ; le SNI-94 (Val-de-Marne) ; le SNI-29 (Finistère) ; le SNI-Paris 18^e.

Nouvelles prises de position :
● Le SNI-Pavilly (76) : « A l'heure où la droite mobilise

à paraître mi-mars 1984

en souscription 120f

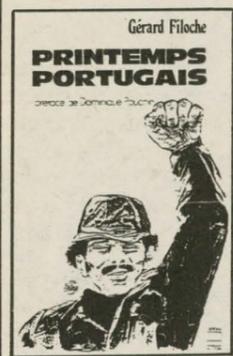
608 pages
prix public ttc. : 150 francs

Frais de port en sus : 1 ex. = 13,10 F, 2 ex. = 19 F

Nous vous communiquerons ultérieurement l'adresse où vous pourrez retirer votre livre à Paris, si vous ne désirez pas le recevoir par poste.

Chèque à l'ordre de : Jacques Girma
Adresse pour votre paiement : Jacques Girma, 15, rue Louis-Blanc, 75010 Paris

à l'occasion du dixième anniversaire



couverture : dessin original de Guido Crépez

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom _____
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie _____
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	200 F	200 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographique, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Robert March

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

CHOMEURS

Leur nombre augmente leurs droits diminuent

Le silence honteux qui entoure la signature de la nouvelle convention UNEDIC ne peut masquer la capitulation totale du gouvernement et des syndicats face aux CNPF. « Assistés » ou « assurés », les chômeurs auront une situation de plus en plus précaire

« Le CNPF rêve de bâtir un nouveau régime de l'assurance chômage qui indemnise moins bien et moins longtemps les chômeurs », écrivait l'Humanité le 17 novembre 1982. Deux jours auparavant, le CNPF, par la bouche de Yvon Chotard, avait dénoncé la convention UNEDIC mise sur pied en 1959.

Aujourd'hui, malheureusement, le rêve du CNPF est devenu une réalité. Au 1^{er} avril 1984 une nouvelle convention paraphée par le patronat et les syndicats entrera en vigueur sous les bons auspices du gouvernement.

« Moins bien et moins longtemps », comme le disait l'Humanité en 1982. Mais surtout, le patronat a réussi à marquer un point de plus. En 1982, le CNPF, pour dénoncer la convention, avait pris comme prétexte l'exigence patronale de réaliser dix-sept milliards d'économie pour l'équilibre de la caisse. Cette manœuvre leur a permis d'imposer le démantèlement pur et simple du système d'assurance chômage antérieur.

Le CNPF ne voulait plus être assujéti à une convention qui considérait comme chômeur tout travailleur à la recherche d'un emploi. Il ne voulait plus non plus être assujéti à l'allocation spéciale pour chômage économique.

Depuis 1958, le patronat avait déjà imposé à la fois une participation financière de l'Etat de plus en plus lourde et une évolution inégalitaire de la part patronale et de la part salariale des cotisations.

Avec la coupure en deux entre le système « d'assurance » et le système « d'assistance », le CNPF arrive à son but : « Nous voulons faire en sorte que les vrais chômeurs soient bien indem-

nisés. » Les jeunes ne trouvant plus de travail ; les travailleurs de plus de cinquante ans au chômage de longue durée ; tout travailleur à la recherche d'un emploi depuis deux ans et demi ne sont plus des chômeurs... Ce sont des assistés !

1 200 F par mois

1 200 francs par mois. Voilà à quoi aura droit désormais, pendant un an, un jeune inscrit à l'ANPE. La durée moyenne pour les bénéficiaires d'allocations de fin de droits s'élevait en septembre 1982 à vingt-deux mois, la moitié des bénéficiaires étant des chômeurs de moins de vingt-cinq ans.

Mauroy s'écria en 1982 : « Les chômeurs n'ont pas à s'inquiéter. » Désormais, tout au contraire, ceux-ci peuvent s'inquiéter : leur statut deviendra de plus en plus précaire. En tombant de plus en plus vite dans le système d'assistance de l'Etat et non d'un droit à l'indemnisation.

Le gouvernement sait bien pourtant que les plans patronaux prévoient une importante augmentation du chômage. Un minimum de cent mille suppressions d'emplois industriels est prévu en 1984. Mais l'équilibre financier de la nouvelle convention UNEDIC table sur 218 000 chômeurs de plus indemnisés par ses soins en 1984 et 150 000 en 1985... En clair, cela veut dire que le gouvernement escompte que de plus en plus de chômeurs reviendront à sa charge.

Preuve en est le recours systématique aux départs en préretraite, financés par le Fonds national pour l'emploi (FNE), pris en charge entièrement par



Photo du haut : Les ministres Ralite et Bérégovoy qui ont mené la négociation sur l'UNEDIC au nom du gouvernement. Photo du bas : Yvon Chotard et Yvon Gattaz qui dirigeaient la délégation du CNPF. Ils peuvent s'estimer contents.

l'Etat. Les préretraites, licenciements « indolores », apparaissent comme la solution miracle dans les dossiers de suppressions d'emplois. Les propositions du P-DG de PSA, Calvet, pour Citroën, en sont la dernière illustration (3 500 départs proposés).

Il n'y a pas de miracle : ces vrais chômeurs sortis du cadre de l'UNEDIC, l'Etat sera automatiquement amené au fil des mois à réduire leurs indemnités, à leur garantir bien moins que le nécessaire.

De plus le gouvernement annonce qu'il compte accélérer les procédures de licenciement en les ramenant à deux mois.

Aveuglement ou cynisme ?

Le plus grave, bien sûr, est le silence et le renoncement de tous devant une telle situation. Malgré leurs grands cris, toutes, oui, toutes les directions confédérales acceptent aujourd'hui de parapher la nouvelle convention UNEDIC. Toutes acceptent de décharger le patronat de ses responsabilités en rédui-

sant les indemnités en valeur, en durée. Au même moment, la CGT se félicite qu'à Citroën, il n'y ait pas de « licenciement », mais des suppressions d'emplois par contrat FNE. D'autres exemples seraient faciles à citer ; les autres syndicats ont une attitude identique.

Aveuglement ou cynisme ? Confinés à leurs efforts désespérés d'éviter un affrontement avec le patronat, chacun d'eux sait bien pourtant qu'un emploi supprimé par un départ en préretraite, c'est un chômeur de plus entièrement à la charge de l'Etat. Un jeune de plus réduit au chômage, pardon, à l'assistance, est aussi une charge pour l'Etat.

Cette politique criminelle ne fait que masquer les capitulations de ceux qui nous gouvernent. Ils acceptent de multiplier les situations désespérées pour des centaines de milliers de travailleurs.

Le silence honteux qui entoure leur forfaiture peut différer la mise en lumière de la réalité des décisions prises ; les chômeurs, eux, vont la vivre réellement.

Laurent Carasso

De lourdes pertes

Les pré-retraités, les jeunes de 16 à 25 ans et les femmes à la recherche d'un premier emploi sont renvoyés à un nouveau régime de solidarité, où se retrouveront aussi les chômeurs arrivés en fin d'indemnisation.

Tous ces gens ne sont plus des chômeurs réduits à cette situation par le blocage de l'embauche, mais des assistés par l'Etat. Leur situation financière n'en devient pas meilleure. Ainsi les jeunes de 16 à 25 ans, qui recevaient de 38,41 francs à 76,59 francs par jour recevront une allocation unique de 40 francs, et les femmes devront justifier de cinq ans d'inscription et non de deux pour toucher cette indemnité... d'insertion. Les autres chômeurs qui dépendent du régime d'assurance ne sont pas mieux lotis.

L'allocation spéciale pour licenciement

économique qui permettait encore de toucher jusqu'à 80 % du salaire antérieur pendant quelques trimestres est totalement supprimée. En règle générale, les durées d'indemnisation, de prolongation et de fin de droit sont toutes diminuées de trois mois chacune. L'allocation de base diminue (30 % du salaire au lieu de 42 %).

Pire son montant est dégressif. Elle perd automatiquement 15 % tous les six mois (10 % pour les plus de 50 ans). Et celui qui n'aura pas obtenu ses six mois par an de contrat de travail, n'aura droit qu'à une allocation réduite de trois mois, renouvelable seulement tous les deux ans.

Le minimum d'allocation passe de 100,10 francs à 95 francs. Malgré tout cela, l'ensemble des syndicats a jugé bon de parapher cet accord.

L. C.

SALAIRE DES FONCTIONNAIRES

Malgré les diviseurs

A Paris, le 16 février, trois manifestations de fonctionnaires convergent, à la même heure, vers le ministère de Delors. FO avait lancé la date. La CGT ne voulait pas lui laisser le terrain. La volonté d'unité a amené les syndicats CFDT à rejeter les manœuvres de leur direction.

Lors du comité confédéral national de FO en janvier, l'union interfédérale des agents de la fonction publique annonce un rassemblement national le 16 février. Son but : la défense du pouvoir d'achat des fonctionnaires, et la mise en cause directe du ministre communiste Le Pors, comme l'indiquent avec insistance les numéros de *Force ouvrière hebdo*. Pas question d'unité ! Mieux, dans le numéro de l'hebdomadaire confédéral du 8 février, l'union des fonctionnaires dénonce « la décision prise par la CGT dans la fonction publique de lancer une action de grève de 24 heures, le 16 février, qui a pour but de dédouaner le secrétaire d'Etat à la fonction publique de ses responsabilités et de récupérer à son profit le mouvement revendicatif *Force ouvrière*. » La division par le PCF, telle est l'intention au sommet de FO.

Une marche sinueuse

Le 1^{er} février, le secrétariat de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires CGT alerte ses organisations. S'appuyant sur le ton nouveau de Krasucki, sur l'unité et l'action, elle lance à son tour une action nationale le 16 février. Noir sur blanc, le secrétariat de l'UGFF annonce qu'il n'a pas l'intention de se laisser avoir par l'opération FO de l'an dernier, qui récupérait le mécontentement et le

profil indépendant à l'égard du gouvernement, qui lui fut si profitable aux élections de la Sécurité sociale. Cette fois, la CGT entendait ne pas laisser le terrain à FO. D'où une mobilisation des fonctionnaires, élargie aux services publics, à la

Santé et aux PTT. Pas de proposition unitaire, une action au même endroit, le même jour et sur des revendications très voisines : rattrapage des pertes 1982-1983 comme préalable aux négociations 1984, maintien de l'indexation.

La pression unitaire

L'union des fonctionnaires CFDT, elle, ne prévoit que fort tard une action le 16 février. Car, désormais la date fait aimant, devient incontournable. Mais l'UFFA-CFDT prétend organiser une manifestation ailleurs et le matin au lieu de l'après-midi. Sans exiger ni le

maintien de l'indexation ni le rattrapage intégral des pertes.

Mais le mécontentement est très fort chez des fonctionnaires ponctionnés par les prélèvements sociaux en augmentation constante, par le blocage des salaires, inquiétés par l'horizon 1984. La pression unitaire existe bel et bien, et l'annonce d'un 16 février, journée CGT, CFDT et FO, même séparément, est prise comme un sacré ballon d'oxygène.

A force de journées d'action sans lendemain et dans la discussion, l'idée a progressé qui fait de l'unité la condition et le label de qualité d'une volonté syn-

dicale de mobiliser et d'aboutir. Les divergences sur les plateformes syndicales sont perçues comme surmontables, de part l'argument majeur qui est la défense impérieuse du pouvoir d'achat.

Malgré les intérêts particuliers des sommets syndicaux, la volonté de se battre sur les salaires a été la plus forte. Côté CFDT, les unions régionales des syndicats des Finances, de la Santé, de l'Équipement et le syndicat SGEN-Paris appellent avec l'union régionale de syndicats PTT, à partir de leur propre point de départ, à converger vers le ministère Delors à la

même heure que CGT et FO. Ce qui retirait à l'UFFA-CFDT les moyens d'une manifestation CFDT seule le matin. Et la présence nombreuse des fonctionnaires montre qu'on ne peut en rester là.

Les conditions sont réunies pour que l'unité se réalise afin de défendre les salaires des fonctionnaires. L'étape supérieure est possible, elle s'appelle mobilisation nationale et unitaire contre la baisse du pouvoir d'achat, pour la défense des salaires des fonctionnaires. Le 16 février sera efficace s'il débouche sur cette perspective.

Jean Lantier

CGT

Des phrases unitaires aux actes

Quelle mouche unitaire pique Krasucki, pour que l'éditorial de *la Vie ouvrière* du 13 février soit consacré à l'unité d'action, pour que celle-ci émaille toutes les déclarations des dirigeants confédéraux ? La CFDT-Talbot n'est donc plus à jeter dans les poubelles de la CSL, la CFDT d'Edmond Maire aurait-elle troqué son recentrage contre une orientation lutte de classe ? Ou FO parlerait-elle d'unité, même avec les « communistes » ? Non, rien de tel.

La direction CGT parle de l'unité, pas forcément pour la faire. Elle n'a rien changé à son soutien à l'austérité gouvernementale. Deux gages viennent d'être donnés après Talbot : la signature de la convention UNEDIC (un scandale...) et l'acceptation du plan gouvernemental de chômage sur les restructurations industrielles.

C'est cela qu'il faut mas-

quer : toutes les grandes capitulations de l'après-10 mai 1981. Alors, autant convier à la table les autres centrales, pour partager les couleuvres. Cela permet aussi de répondre à une authentique pression de la base traditionnelle de la CGT frappée par les licenciements et la baisse des salaires.

Autre avantage, la CGT veut améliorer son image de marque, altérée par un soutien sans faille au gouvernement, qui profite notamment à FO. Bref, une unité champ de manœuvres.

Mais qu'importent ces intentions : prendre au pied de la lettre les déclarations unitaires de la direction cégétiste, les féconder de perspectives de mobilisation pour gagner sur les revendications, c'est encore le meilleur moyen de déjouer les manœuvres.

J. L.



CFDT

La direction s'oppose à l'unité

Pour la direction confédérale CFDT, pas question d'agir en faveur de l'unité d'action ! Le rôle tenu ces derniers jours par les directions CFDT chez les fonctionnaires (UFFA-CFDT) (1) ou chez les métallurgistes (FGM-CFDT) (2) en donne une illustration frappante.

Devant les négociations salariales, la direction de l'UFFA-CFDT a déployé de gros efforts. Il suffit de voir comment elle a cherché à empêcher une manifestation unitaire dans la région parisienne, au point d'être abandonnée et de fait désavouée par la majorité des structures syndicales concernées. Il faut aussi, pour mesurer l'ampleur de ces efforts de division, jeter un coup d'œil sur les « priorités » définies : on y voit se côtoyer, pêle-mêle, les sujets du moment (les problèmes de pouvoir

d'achat) et, cité en premier sur la liste, l'exigence d'une « négociation décentralisée de la réduction du temps de travail »...

Appeler à la journée du 16 février, pour l'UFFA-CFDT, a seulement pour but de « montrer notre capacité à faire apparaître les priorités CFDT », le même jour que les autres. On ne peut mieux dire qu'il ne s'agit en rien de créer un véritable rapport de forces.

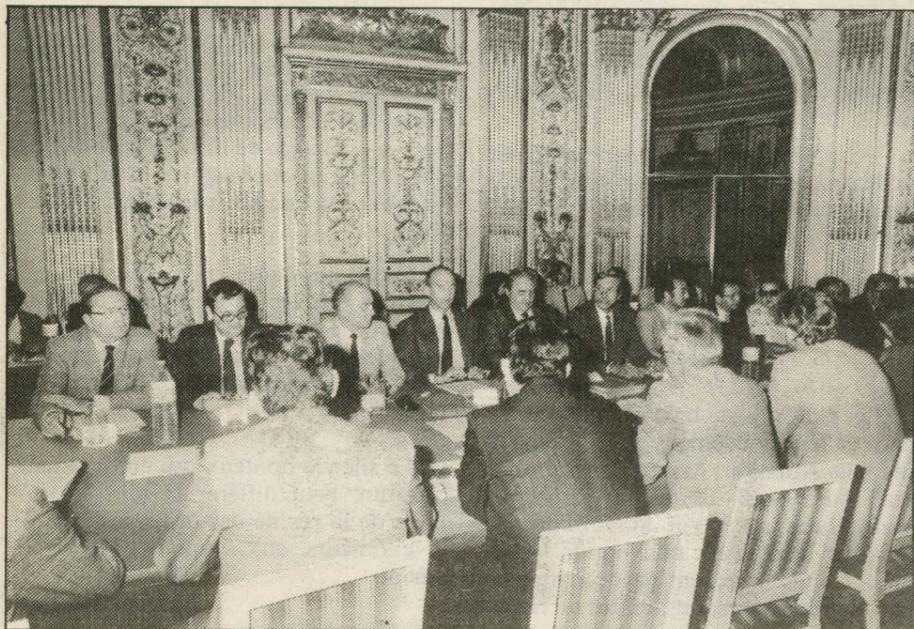
Dans la métallurgie, la volonté de division de la direction de la FGM-CFDT est également évidente. Après la rencontre du 7 février où les dirigeants CGT et CFDT n'ont pas voulu créer la moindre dynamique unitaire, la direction de la CFDT publie un communiqué de presse : « Les objectifs poursuivis par la FTM-CGT ressemblent étrangement à ceux

du PCF (...) La FGM ne participe en aucune manière à ces tentatives de mobilisation fourre-tout. » Comment la direction de la FGM-CFDT peut-elle opposer, aujourd'hui, l'emploi et les salaires ? Dur à dire.

Le b-a ba de tout syndicaliste devient un monde inconnu à la direction de la FGM-CFDT. Pourquoi ne propose-t-elle pas, nationalement, que partout les travailleurs discutent ensemble des objectifs prioritaires ? Cela donnerait toute sa portée à une idée juste, lancée par elle : il faudrait une montée nationale à Paris, contre les licenciements et les restructurations en cours.

P. R.

1. UFFA-CFDT : Union des fédérations de fonctionnaires et assimilés.
2. FGM-CFDT : Fédération générale de la métallurgie.



RESTRUCTURATION

Attention, zones dangereuses

Le plan gouvernemental sur les restructurations industrielles a une intention prioritaire : accoutumer l'opinion publique à son option fondamentale, accroître la compétitivité au détriment de l'emploi. A ce titre, il n'est qu'un petit commencement de la vaste entreprise patronale de liquidation de dizaines de milliers d'emplois dans les mois qui viennent.

Le plan gouvernemental sur les restructurations industrielles a été adopté par le Conseil des ministres du 8 février. A cette occasion, l'union de la gauche s'est scellée à nouveau contre l'emploi. Ce plan vaut plus par les intentions déclarées, les options prises, que par la qualité et la portée intrinsèques des mesures prises.

Capitiaux d'Etat pour profit privé

L'intégralité des exonérations fiscales, des capitaux versés au secteur nationalisé ou privé vise à améliorer la compétitivité des entreprises, à rationaliser l'appareil productif. Ces sommes sont destinées également à amortir le choc des licenciements, par des mesures atténuant leur impact. D'autres capitaux, enfin, sont versés à « fonds perdu », pour retarder l'explosion de la bombe nommée fermeture et liquidation de secteurs en déclin, comme la navale.

Un milliard est versé au compte de l'aide à l'implantation d'entreprises dans les zones déterminées comme hautement sinistrées. Trois milliards sont octroyés aux grands projets industriels, comme l'informatisation, l'intensification de la production par la robotique. Ainsi, Renault touchera 750 millions de francs par ce biais, pour robotiser les chaînes, alors que la firme prévoit 14 000 suppressions d'emplois. 3,8 milliards sont offerts aux chantiers navals, déjà sous assistance respiratoire, au moment où les syndicats de La Seyne demandent la nationalisation sans indemnité ni rachat ! Enfin, deux milliards sont alloués à la rubrique « emploi », non pour créer des postes de travail, mais pour dévaloriser ceux existant, éliminés par les

exigences patronales en matière d'intensification de la productivité.

Le solde pour les travailleurs égale zéro emploi créé, des milliers de licenciements opérés avec la bénédiction et l'argent du gouvernement. Et, bien sûr, Gattaz en demande — et en obtiendra — plus.

Il faut ajouter à cette valse des milliards le chiffre représenté par les exonérations fiscales de tous ordres, offertes aux « créateurs d'entreprises nouvelles », surtout dans les zones de reconversion.

Une triste carte

L'idéologie gouvernementale produit une carte. C'est la triste carte du pays, hachurée de zones grises, hauts lieux de licenciements à venir. Les ministres appellent ça « pôles de reconversion ». En fait, ils habillent le mot licenciement, le mieux possible. Les mesures prises concernant ces lieux d'épidémie prévue de chômage vont dans le sens de la déqualification, de la suppression des postes de travail.

● Est créée dans certains « bassins d'emploi et dans les branches en difficulté », une allocation temporaire dégressive, incitant les licenciés à accepter un travail moins rémunéré. Bref, une incitation payée par l'Etat pour prendre n'importe quel boulot. Un grand progrès, non ? Demain, plus d'allocation mais des mesures autoritaires qui rendront sans doute obligatoire l'acceptation de n'importe quel travail, sous peine de radiation des listes de l'ANPE...

● Le « congé de reconversion sidérurgie-chantiers navals-Charbonnages » est un terme ronflant. Il s'agit d'un parking contenant des licenciés potentiels pendant deux ans minimum, payés à 70 % de leur salaire antérieur. Et encore, ces parkings ne concernent que les branches citées, soit au plus 15 000 travailleurs, qui ne retrouveront

même pas l'allocation pour licenciement économique de 90 % pendant un an, que vient de supprimer la nouvelle « convention » UNEDIC.

● L'extension de mesures de pré-retraite, avant de 56 ans et deux mois, reculée à 55 ans souvent, va remonter à 50 ans systématiquement. Il s'agit d'établir une convention employeurs-Etat, cas par cas, pour opérer un troc. Le départ en pré-retraite serait facilité en contrepartie du recrutement de demandeurs d'emplois ou de licenciés.

● L'incitation au retour des immigrés, qui fait les beaux jours télévisés de Le Pen, est institutionnalisée par ce plan, comme un moyen « normal », économiquement sain de remède au chômage. La banalisation du racisme est ainsi en route.

La flexibilité, tant vantée

Pas un licenciement interdit, pas un emploi créé, pas une mesure destinée à ne serait-ce que freiner l'augmentation du chômage. Si on adjoint la nouvelle convention UNEDIC, il s'agit d'une orientation dont la conséquence est limpide : imposer aux travailleurs par les partis et syndicats majoritaires dans le mouvement ouvrier un recul décisif sur l'emploi. La flexibilité, tant vantée par le CNPF de Gattaz et Fabius, est en marche, qui verra des travailleurs contraints, au gré des restructurations et des innovations technologiques, à changer plusieurs fois de région, à accepter des travaux requérant une adaptation nouvelle à chaque fois. Car, dans le temps où certains secteurs industriels font l'objet de savants dossiers sociaux, combien de petites et moyennes entreprises licencient, ou ferment, tout bonnement ?

La perspective de croissance économique étant en France proche de zéro, on voit la sale besogne entreprise par un gouvernement arrivé au pouvoir grâce aux suffrages ouvriers.

Jean Lantier

«Le temps n'attend pas»

(François Mitterrand)

« Le temps n'attend pas. Notre avenir dépend de la modernisation », a souligné Mitterrand à TF1 le 12 au soir.

Il veut, dit-il, assurer à chacun un emploi. Y compris aux travailleurs frappés par les restructurations et mis « en situation de reconversion »

N'importe quel ouvrier de la sidérurgie ou de la navale — pour lesquels l'expérience des « modernisations-reconversions » ne date pas d'aujourd'hui — vous le dira : « Leur stage, c'est un sursis de deux ans avant le chômage ! »

Pour qu'il n'en soit pas ainsi, le PS avait compris qu'il fallait sortir de la logique du capitalisme : « Les prétendues lois économiques que l'on présente à droite comme éternelles, pouvait-on lire dans la motion d'orientation votée au congrès du PS à Metz en 1979, ne sont en fait que les principes de gestion du système capitaliste. »

Les rejeter entraîne une réponse claire : la modernisation, oui ! Mais pour un autre modèle de développement. En expropriant les propriétaires des grands moyens de production. En réduisant le temps de travail, contre le chômage et pour profiter du progrès technique. En maîtrisant les échanges extérieurs. Et en définissant les choix de production en fonction des besoins collectifs. « Ce ne sera pas, disait en effet le PS, le marché qui assurera la régulation globale de l'économie. »

A ne pas faire ce choix, celui de la rupture, le gouvernement s'enferme dans le choix opposé, la « modernisation à la Gattaz-sauce. Et le temps travaille pour le patronat.

P. R.

... et la mise à mort de secteurs en « déclin ».



La robotisation des chaînes...



INTERVIEW DES RESPONSABLES DE LA CGT ET DE LA CFDT
DES CHANTIERS NAVALS DE DUBIGEON-NANTES

« Dégraissage hier, sureffectifs demain »

Nantes et Saint-Nazaire ne figurent pas dans les zones dites « de reconversion » du gouvernement, à l'inverse de Dunkerque, La Seyne et La Ciotat. Les chantiers de l'ouest seraient-ils épargnés par la crise de la navale ? Nous avons fait le point avec les responsables de la CGT et de la CFDT de Dubigeon-Nantes.

« Nous ne voulons pas entendre le mot reconversion à Dubigeon », déclare le syndicat CGT

● Quelles sont les perspectives de l'emploi à Dubigeon ?

900 salariés sur 1 600 ont du travail, les autres sont en chômage technique, en formation, ou se préparent à partir en pré-retraite. Il n'y a pas de bateaux à construire dans l'immédiat. Le dernier car-ferry est à l'armement et sera terminé en mai. Ce sera alors pour le chantier le chômage partiel, « total et illimité », dirai-je.

● En bref, l'avenir est aussi sombre ici que sur les chantiers Nord-Méditerranée ?

Oui. Nous n'avons pas participé à la montée de la navale à Paris le 24 février car nous étions déjà allés dans la capitale en novembre. Mais la grève appelée le même jour sur les chantiers de Nantes et Saint-Nazaire, en inter-syndicale, a été très suivie.

Nous sommes nationalisés, rattachés au groupe Alstom Atlantique. Mais le gouvernement reste pieds et poings liés aux accords de la Communauté économique européenne. Ces accords planifient depuis des années la baisse de la production navale (plan Davignon) en Europe. Hier, on parlait de « dégraissage », aujourd'hui de « sureffectifs », le résultat est le même : des licenciements !

● Les médias expliquent que la navale n'est pas rentable en France. Qu'en pensez-vous ?

Pour les médias, rien n'est rentable : l'automobile, la sidérurgie, le charbon, tout y passe. Mais les chiffres ne prouvent rien. Pour une raison simple : on ne parle jamais des profits.

Pourtant ceux-ci se portent bien.

La CGT avance le chiffre de soixante-quinze bateaux, dont la construction serait nécessaire en France. Jusqu'à présent, personne ne nous a démenti. Si on nous démontrait le contraire, nous serions prêts à construire autre chose. Mais la démonstration reste à faire.

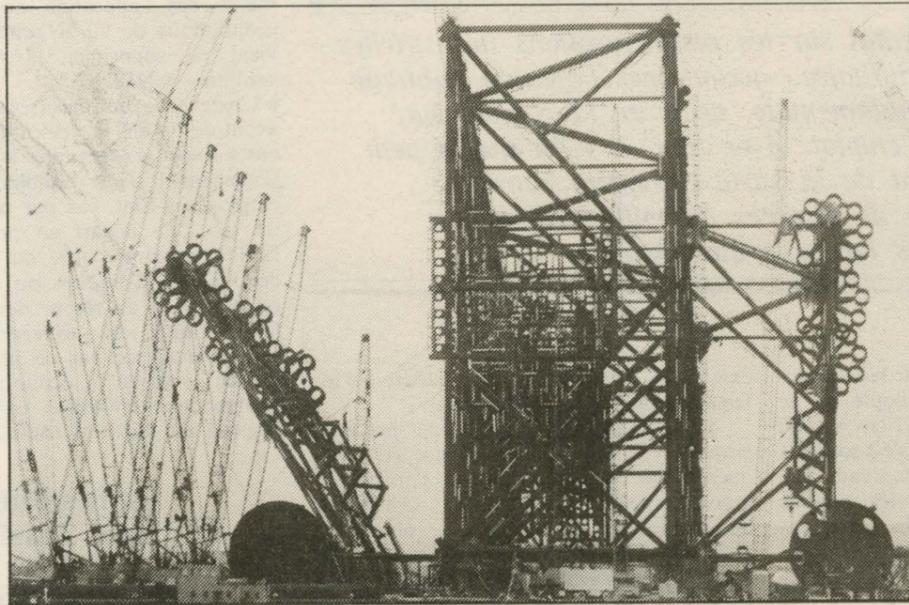
Pour le gouvernement, le choix est donc clair : subventionnera-t-il la navale pour produire, ou bien indemniserait-il des chômeurs ? Quand nous sommes entrés dans un groupe nationalisé, nous avons jugé cela positif.

Reste la question primordiale : pour faire quoi ? Produit-on pour les besoins sociaux, ou pour le profit ? Le gouvernement ne fait pas ce qu'on pouvait attendre de lui. Il subit les pressions patronales, plutôt que de mettre en œuvre les solutions nécessaires au maintien de la production navale.

● Comment analysez-vous les mesures que vient de prendre le gouvernement, justement, dans le domaine de l'emploi ?

Ce ne sont pas les mêmes méthodes que sous la droite. Il y avait alors des plans de licenciements purs et simples. Aujourd'hui, les suppressions d'emplois se font « en douceur », mais se font quand même. Si les effectifs continuent à diminuer encore sur les chantiers, c'est à plus ou moins long terme la fin de la navale. Nous ne voulons pas entendre le mot reconversion à Dubigeon, parce qu'à côté, il n'y a de toute façon pas de travail.

Propos recueillis par M. M.



« Derrière le mot reconversion, c'est le vide », explique le secrétaire de la CFDT

● Y a-t-il sureffectif dans la navale ?

Il est difficile de dire qu'il ne doit y avoir aucune suppression d'effectifs. Mais nous refusons les licenciements, ou les licenciements déguisés, tels que les stages de formation de deux ans qui ne débouchent sur rien.

Derrière le mot sureffectif, il y a un choix à faire. Veut-on, oui ou non, conserver la production navale ? Si l'on descend au-dessous de l'effectif actuel, il ne restera pas grand-chose. Il est indispensable d'autre part de conserver l'ensemble des sites pour des raisons économiques et sociales. Les cinq chantiers se trouvent dans des agglomérations dont les emplois dépendent pour une bonne part de la navale.

Les départs en pré-retraite et surtout la diminution du temps de travail sont les solutions à mettre en avant contre les licenciements.

● Comment analysez-vous les plans de licenciement accompagnés de mesures de reconversion ?

Nous disons qu'il faut mettre clairement les choses sur la table. Le gouvernement doit fixer la production nécessaire dans les chantiers navals, les crédits indispensables en

230 000 cette année, mais combien y aura-t-il en réalité ? Le gouvernement doit démontrer, preuves à l'appui, à quoi serviraient des congés de reconversion. Pour quels débouchés ? Sinon, c'est simplement un chômage déguisé, et nous le refusons. C'est pour cela d'ailleurs que nous n'aimons pas le mot reconversion. Derrière, c'est le vide.

Plus généralement, il faut voir ce qui ressortira, au bout du compte, des mesures gouvernementales. On peut noter, ceci dit, que le conflit Talbot a au moins eu un effet positif. Si les mesures qui viennent d'être prises avaient été appliquées telles quelles sans réelle con-

conséquence, et s'y tenir. Les 430 000 TJBC [unité de mesure dans la construction navale. NDR] prévus en 1983, ont été réduits à 270 000. On nous annonce

LA SEYNE

La nationalisation est revendiquée

La CGT du chantier naval de La Seyne revendique la nationalisation des chantiers Nord-Méditerranée. Nous reproduisons ci-dessous le texte du projet de loi de nationalisation approuvé en assemblée générale et remis aux groupes parlementaires PS et PCF.

Vu la vocation maritime de la France ; vu l'intérêt d'une politique industrielle ; vu l'importance stratégique et économique de la construction navale, pour l'indépendance du pays ; vu le déficit national de la balance commerciale des transports maritimes ; vu les nuisances du recours aux pavillons de complaisance ; vu les besoins nationaux de construction de navires ; vu la qualité de l'outil de travail de la construction navale française ; vu la persistance

de la crise mondiale et les efforts faits pour la construction navale par les autres pays ; vu le caractère mono-industriel des régions de France où est implantée la construction navale et leur fort taux de chômage existant ; vu le niveau élevé des aides de l'Etat et la carence de gestion des actionnaires de la compagnie Nord-Méditerranée ; vu la nécessité pour la France de préserver une industrie d'avenir et une technologie d'avant-garde, l'Assemblée

La semaine prochaine, entretien avec la CGT La Seyne : leur lutte, leur proposition de loi de nationalisation...

certation des syndicats, les conséquences auraient été très négatives.

● Participerez-vous à la manifestation de la CFDT à Paris à la mi-mars ? Est-elle dirigée contre la politique gouvernementale ?

Oui, bien sûr, nous irons à Paris. Ce n'est pas une initiative d'opposition de front au gouvernement. Cela signifie que nous ne sommes pas d'accord avec une partie de ses mesures, sur l'emploi tout particulièrement. Le « coup de gueule » d'Edmond Maire, récemment, a d'ailleurs été apprécié de nombreux adhérents. « Je suis à nouveau fier d'être à la CFDT », me disait un vieux militant. Nous n'avons pas à coller, en effet, à la politique gouvernementale.

● Jugeriez-vous positif que cette manifestation soit unitaire avec la CGT ?

Il est certain que sur la base d'un accord unitaire, cette initiative pourrait devenir un mouvement de grande ampleur. Espérons que le langage de la CGT sur l'unité actuellement est un virage stratégique. Souhaitons que cela devienne effectif et donne les moyens de recoller les morceaux. Sinon cela sera dommageable, pour tous les travailleurs.

Propos recueillis par M. M.

CHIFFRES

25,3%

Une récente étude de l'INSEE fait apparaître que la probabilité de décès entre 35 et 60 ans est de 25,3 % pour un manœuvre, de 20,2 % pour un salarié agricole, de 8,3 % pour un ingénieur et de 7,1 % pour un professeur.

En vingt ans, de 1960 à 1980, la mortalité des travailleurs actifs s'est abaissée de 18 % dans l'ensemble; avec une baisse de 13 % pour les manœuvres et de 26 % pour les cadres supérieurs.

Tous profitent des progrès! En fonction de leur inégalité dans la vie comme devant la mort.

14 000

En 1983, la Régie Renault a supprimé 3 000 postes de travail. D'après la direction, c'est loin de suffire: selon elle, 14 000 emplois doivent être supprimés dans l'ensemble du groupe.

Rappelons qu'entre 1978 et 1983, en cinq ans, les effectifs de l'ensemble de la branche automobile (sans compter les sous-traitants) ont baissé de 281 000 à 230 000.

2,5%

D'après un calcul de Liaisons sociales, la productivité horaire du travail aurait progressé de 2,5 % en 1983. Ce qui signifie que le patronat a obtenu avec moins de salariés autant de production: celle-ci s'est en effet maintenue en 1983, avec des effectifs en baisse (- 2,7 %) et un nombre moins grand d'heures travaillées (- 3 %).

1%

« Le chiffre d'affaires de l'ensemble du commerce a diminué de 1 % en volume à prix constants en 1983 en raison de la baisse des dépenses des ménages en produits non alimentaires. » Telle est une des premières conclusions de la Commission des comptes commerciaux de la nation.

Dans le cas de l'industrie de l'électroménager, le marché intérieur accuse un recul de 8 % à 9 % en volume. C'est le gros électroménager qui a été le plus touché: chute de 23 % des livraisons d'appareils de cuisson, de 14 % de celles des machines à laver le linge, de 10 % de celles des congélateurs, de 8 % de celles des réfrigérateurs.



Mineurs de Carmaux, place de la République, au cours d'une montée à Paris pour protester contre les menaces de fermetures de puits.

MINES

Veillée d'armes

Le gouvernement: il n'y a pas d'autre issue que de plier devant les exigences capitalistes. Les mineurs répondent: il n'y a pas d'autre issue qu'une puissante lutte unitaire pour annuler cette politique. Le choc est inévitable. Il se prépare.

« La réduction de l'extraction charbonnière française est rendue inéluctable par la charge que font peser sur l'économie la plupart des exploitations minières. Aussi l'élément prioritaire demeure-t-il d'assurer, dans des conditions sociales convenables, la conversion du personnel libéré par cette réduction, ainsi que de réaliser la conversion des régions minières elles-mêmes. » Cette citation aurait pu être tirée d'un discours de Fabius ou de Mauroy. Mais non! Elle est tout simplement extraite du V^e Plan promulgué au Journal officiel de la République en juillet 1971, Pompidou « regnante ». Les mineurs ne s'en portent pas mieux pour autant. Des reconversions, ils en ont connu tant et tant au nom de la rentabilité capitaliste.

De belles promesses

Dans la chaleur de la campagne électorale et la béatitude de l'état de grâce, le gouvernement s'était laissé aller à de belles promesses: le charbon allait être développé et les emplois allaient fleurir comme champignons à l'automne. En 1982 et 1983, des embauches furent effectuées, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps. Il est vrai qu'à Carmaux cela se fit grâce à une grève longue et dure de

plus de trois semaines et malgré les matraques républicaines des CRS.

Les mineurs qui n'ont pas voté pour se voir appliquer le plan Giraud concocté sous Giscard sont prêts à défendre leurs acquis, leurs emplois, ceux de leurs enfants. Toutes les fédérations syndicales appellent à quarante-huit heures de grève reconductible à partir du 20 février si les pourparlers avec Matignon ne donnent rien, ce qui est le plus vraisemblable.

La volonté de mobilisation contre cette politique est très forte. En Lorraine, quatre cents mineurs ont participé à une journée d'action régionale interprofessionnelle lancée par la CGT. Le 16, les mineurs d'Alès sont conviés à une journée d'action. A Carmaux, c'est le 17 que l'union régionale CGT appelle à une telle journée. Les journées du 20 et du 21 doivent être un grand succès. Elles doivent être l'occasion pour les mineurs de s'organiser pour la grève reconductible, de mettre en place un réseau d'information unitaire interbasins sous le contrôle des assemblées générales. De même, des contacts doivent être pris localement avec les travailleurs des entreprises en difficulté.

L'objectif est clair: l'abandon définitif de toutes les suppressions d'emplois.

Ce qui permet de défendre les revendications des personnels, ce n'est pas le « charbon national » ni les investissements pour « être compétitif sur le marché international », comme le réclame la plate-forme inter-syndicale. Les USA, avec leurs immenses réserves exploitables à ciel ouvert, l'exploitation forcée de la main-d'œuvre noire en Afrique du Sud rendent cet objectif utopique. Pour le pire, il conduit directement aux licenciements.

Ce qui fera gagner les mi-

neurs, c'est la lutte unitaire, sous leur contrôle direct, contre les suppressions d'emplois, pour les trente-cinq heures ou moins, pour tous, sans perte de salaire, pour répartir le travail entre toutes les mains, pour l'amélioration des conditions de travail. Jouer la concurrence internationale, c'est jouer la logique capitaliste. Le résultat est là devant nos yeux.

Il faut enlever la détermination de ces choix aux capitalistes. Les choix énergé-

tiques comme les autres doivent être faits par les travailleurs, pour les travailleurs. C'est contradictoire avec les critères capitalistes, avec les choix de production faits par ailleurs. C'est contradictoire avec la propriété privée des moyens de production. Alors, pas d'hésitation, lutter pour les emplois, c'est aussi lutter pour en finir avec une politique de soumission aux intérêts capitalistes et leur mainmise sur l'économie.

Alain Nasier

VU ET REVUE

Il fallait y penser

Restructuration, restructuration... Il n'y a pas que les patrons qui restructurent. Regardez notre président (socialiste)! Même ses idées, ses arguments sont restructurés. Ainsi dimanche soir à la télé: « La crise, c'est l'absence d'adaptation à la compétition internationale. » Il fallait y penser... Alors, le gouvernement s'adapte au patronat? Mais non, nous dit François Hillaud dans l'Huma-Dimanche: « Les positions du gouvernement se sont améliorées. Manifestement, la détermination du PCF et l'action des travailleurs ne sont pas sans effet. » Martine Bulard, dans « l'Humanité », nous fait

franchement rêver: « Les projets de congés-formation peuvent être un atout permettant de planifier conjointement croissance de la production et déroulement de carrière. Cela assurerait le progrès de l'ensemble de la société. » La CGT, moins lyrique, trouve pourtant que « les décisions du Conseil des ministres n'apportent aucune modification nouvelle. » Force ouvrière, déçue, déclare que « le gouvernement n'a pas tenu compte des observations des uns et des autres. » Le groupe socialiste, lui, déplore carrément

de n'avoir été associé en rien au traitement du dossier... Ne goûteraient-ils pas les charmes de la V^e République? Chalandon, quant à lui, l'ex-P-DG d'Elf-Aquitaine, l'homme de Pompidou, renifle agréablement le fumet gouvernemental: « Je trouve fructueuse l'idée des zones franches qui devraient être l'occasion d'expérimenter la liberté de licenciement... » Le même Chalandon, devant les adhérents du club Hommes et société, a aussi déclaré: « Il faut une discipline salariale... comme essai d'ailleurs de la faire le gouvernement... Sans commentaire... L. C.

LOGEMENT IMMIGRE

Une expulsion aujourd'hui et combien demain?

*Chirac va-t-il pouvoir mener à bien le plan de rénovation de la Goutte-d'Or ?
L'expulsion des locataires d'un immeuble la semaine dernière ressemble fort à un test vers le changement « sociologique du quartier ».*

Sous une pluie fine, encadrés par les policiers et les CRS, les cinquante-trois habitants de l'immeuble du 37 rue Polonceau sortent avec leurs bagages, mardi 7 février. Une demi-heure pour faire leurs valises, aucun relogement prévu... L'histoire de cette expulsion est édifiante.

Situé dans la Goutte-d'Or (18^e arrondissement de Paris), le 37 a connu le sort de nombreux immeubles du quartier : dégradation, pas de réparations, un gros œuvre en bon état malgré quelques planchers abîmés et les murs lépreux. Cent quatre personnes y vivaient jusqu'au mois de novembre, date où un arrêté de « *péril imminent* » a été prononcé par le préfet de police. Très peu ont été relogées. Beaucoup de Maliens et de Sénégalais, quelques Algériens logeaient ici dans des conditions difficiles. Familles de quatre ou cinq personnes dans deux ou trois pièces, peu de sanitaires... « *Mais le propriétaire n'oublait pas de venir chercher son loyer !* »

Depuis plusieurs années, les locataires réclamaient des réparations qui ne venaient jamais, « *le propriétaire nous disant que les autres n'étaient pas d'accord* ».

Des normes draconiennes

Comme beaucoup d'Africains, de nombreux hommes travaillent dans des sociétés de nettoyage. Plusieurs sont employés par la mairie de Paris, à la voirie. « *Contrairement à ce que disent le maire et le préfet, nous ne sommes pas des voyous, des drogués, des squatters. Nous travaillons, nous voulons des logements décents.* » Si plusieurs hommes ont pu faire venir leur famille, c'est au prix d'une insécurité permanente. « *Ma femme a un titre de séjour provisoire. Si on ne nous donne pas un bon appartement, au prix HLM, elle n'aura jamais la régularisation.* » Une dizaine de familles maliennes et sénégalaises sont dans ce cas. Plusieurs « *célibataires* » voudraient bien également que leur famille les rejoigne. Mais les conditions mises à l'obtention d'une carte de séjour pour la famille sont draconiennes. Ainsi, pour trois personnes, il faut disposer de trente-quatre mètres carrés. Avec ces normes, bien

des Français n'auraient pas le droit de vivre en famille !

Dans cette affaire, la négation des droits élémentaires de la communauté immigrée est une constante. Le bureau d'aide sociale où les familles étaient reçues le jour de l'expulsion proposait ni plus ni moins que le placement des enfants à l'Assistance publique, les parents étant logés en foyer ; avec une prime de cinq cents francs pour ceux qui accepteraient ! Autre offre de relogement : un foyer à cent cinquante kilomètres de Paris. Quant aux célibataires, il leur était « offert » un hébergement au foyer de clochards à Nanterre, ou un foyer à Poissy. Faut-il rappeler que tous travaillent à Paris ?

Tout simplement, les locataires demandent un relogement dans leur quartier, dans des appartements permettant de vivre en famille. Les célibataires veulent habiter tous dans le même foyer, certains préférant des appartements permettant d'accueillir leur famille. La mairie, la préfecture, le député, Lionel Jospin, ont les dossiers en main depuis des mois. 9 500 logements sont vides dans le 18^e arrondissement. Il serait incompréhensible que l'on n'arrive pas à satisfaire les revendications des soixante locataires !

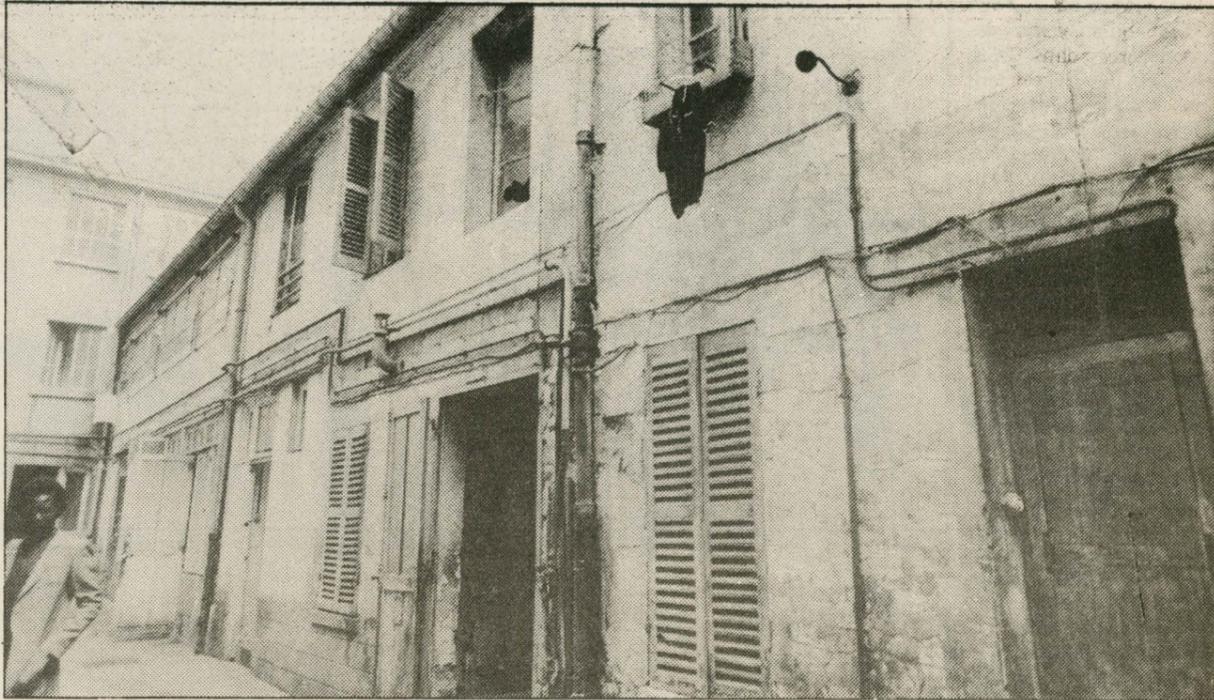
Les « indésirables »

Voté à l'unanimité par le conseil de Paris, le plan de rénovation de la Goutte-d'Or prévoit de « *changer la composition sociologique du quartier* ». Quand on sait que la population immigrée y est très nombreuse, que logent ici beaucoup de Français à bas revenus, on peut conclure à juste titre que l'objectif est de rejeter vers la banlieue les « indésirables ». L'expulsion des habitants du 37 est visiblement un test pour cette opération de rénovation. Obtenir le relogement de tous les locataires permettrait de calmer les ardeurs belliqueuses de Chirac pour la suite.

Un comité de soutien a été constitué, composé de nombreuses associations, organisations politiques et syndicales.

Alice Queval

Vous pouvez contacter les expulsés à la salle Saint-Bruno, où ils sont hébergés (8, rue Saint-Luc). Le comité de soutien tient des permanences au 10, rue Affre, métro Barbès ou La Chapelle, Paris 18^e. Tél : 264 40 35.



Une rue du quartier de la Goutte-d'Or, à Paris. Les plans de rénovation ne sont qu'un prétexte pour rejeter vers la banlieue les immigrés et les Français à bas revenus qui y habitent.

EXTREME-DROITE

Un processus dangereux

Après la prestation télévisée de Le Pen, le 16 janvier, une seule chose doit retenir l'attention, c'est qu'un nouveau pas a été franchi dans la banalisation d'une idéologie pernicieuse. En y contribuant, certains jouent aux apprentis-sorciers.

Pendant que Le Pen déversait sa haine à la télé, plusieurs centaines de personnes manifestaient à l'appel de divers comités antiracistes, soutenus notamment par la FASTI et la LCR.



Même si cela ne contribuait guère à faire surgir la vérité, Le Pen connut son heure de gloire, le 16 janvier, sur Antenne 2. Les indices d'écoute sont éloquentes : neuf millions de téléspectateurs. On retiendra surtout de cette prestation que le leader du Front national ne parvint pas à conserver jusqu'au terme de l'émission son masque de politicien respectable.

On le vit ainsi admettre que, parfois, les militaires ont le devoir de s'emparer du pouvoir, s'il s'agit « *d'éviter la guerre civile ou [de] sauver le peuple* ». De même, il laissa échapper quelques phrases pour le moins significatives. Telle celle-ci : « *Nous sommes dans un pays libre. Or, il semblerait qu'il y ait une protection particulière pour les juifs. S'il doit y avoir une protection supérieure, celle-ci doit s'exercer à l'égard des Français.* » Des propos qui laissent penser que pour Le Pen, les juifs ne sont pas des Français.

Mais là n'est pas l'essentiel. Ce qui doit retenir l'attention, c'est qu'un nouveau pas a été franchi dans la banalisation du discours du Front national. On ne peut de ce point de vue que s'interroger sur les intentions de ceux qui favorisent cette entreprise, à commencer par les directions des chaînes de télévision.

Loin de nous bien sûr l'idée qu'il faut interdire d'antenne les courants d'opinion minoritaires. La LCR fait trop les frais de

cette pratique pour réclamer l'institution d'une quelconque censure. Mais comment accepter, d'un strict point de vue démocratique, que les idées de Le Pen, qui ne sont qu'incitation à la discrimination raciale, à la xénophobie, se répandent dans des millions de foyers, sans véritable réponse ? Comment ne pas trouver scandaleux qu'un service public ne donne pas également la parole, à la même heure et pour une durée équivalente, aux organisations antiracistes ou antifascistes, aux associations de défense des travailleurs immigrés ?

La responsabilité du gouvernement se trouve donc directement engagée. Certains, dans les allées du pouvoir, espèrent peut-être que les gesticulations d'un Le Pen les serviront, détournant l'attention des militants ouvriers des problèmes brûlants de l'heure. Ceux-là jouent aux apprentis-sorciers. Car ils aident à la diffusion d'une idéologie dangereuse, pernicieuse, qui dresse les travailleurs les uns contre les autres.

Un sondage de la SOFRES, publié dans le Monde du 17 février, fait apparaître le danger. Il montre que 29 % des sympathisants de l'extrême droite sont des ouvriers et que 41 % d'entre eux ont moins de 35 ans. En outre, 22 % des électeurs actuels du Front national ou du PFN reconnaissent avoir contribué à l'élection de François Mitterrand au printemps 1981.

Christian Picquet

PROCES DE LANDAU

Acquittez nos camarades

Huit jours, il nous reste exactement huit jours pour jeter toutes nos forces dans la bataille afin de faire savoir au pouvoir et aux magistrats de sa justice d'exception que nous ne tolérerons pas que deux de nos camarades soient condamnés et éventuellement réemprisonnés par le bon vouloir d'un tribunal militaire.

Nous ne le tolérerons pas au nom des libertés démocratiques qui, bafouées de la sorte, seraient alors en grand danger. Nous ne le tolérerons pas au nom du combat de millions d'hommes et de femmes en Europe pour la paix.

L'acte d'accusation dressé contre Olivier Lecour-Grandmaison et Laurent

Fritz menace en vérité tous les soldats qui se battent pour leurs droits ; il menace le mouvement ouvrier et le mouvement pacifiste dans son ensemble. Nous devons donc gagner et imposer par la mobilisation la plus large à leurs côtés que, le 23 février, Olivier et Laurent ne ressortent pas, menottes aux poignets, entre deux gendarmes de la salle d'audience du TMA de Landau.

J.-L. M.



Appel

Le 23 février, Olivier Lecour-Grandmaison et Laurent Fritz passeront en jugement devant le tribunal aux armées de Landau.

Les faits qui leur sont reprochés sont liés à la diffusion d'un bulletin de comité de soldats et d'une pétition demandant le retrait des troupes étrangères des deux parties de l'Allemagne, pétition signée par plus de 500 soldats des garnisons françaises en RFA.

C'est la première fois que des appelés sont déferés pour de tels faits devant un tribunal d'exception depuis le vote de la loi portant suppression des tribunaux permanents des armées (TPFA).

Nous demandons l'acquittement d'Olivier Lecour-Grandmaison et de Laurent Fritz, ainsi que l'abandon des poursuites contre Étienne Patoor, inculpé pour des motifs similaires.

Nous appelons tous ceux et toutes celles qui sont attachés aux libertés démocratiques à intervenir en ce sens auprès du président du tribunal militaire de Landau et auprès du garde des Sceaux.

Liste des premiers signataires

Maurice Aguhlon, universitaire ;

Étienne Balibar, universitaire ; Simone de Beauvoir, écrivain ; Denis Berger, universitaire ; Claude Bourdet, journaliste ; Jeanne Brunschwig, enseignante ; Christine Buci-Glucksmann, universitaire ; Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire général de l'UNEF-ID ; Jean Cardonnel, dominicain ; François Castaing, enseignant ; J.-P. Chantecaille, avocat ; Jean Chesneaux, universitaire ; Abel Cramard, universitaire ; Yvan Dautin, chanteur ; Jean-Michel Drevon, syndicaliste ; Jean Ellenstein, journaliste ; Claire Etcherelli, écrivain ; Jean-Michel Faure, universitaire ; Jean-Jacques de Félice, avocat ; Costa-Gavras, cinéaste ; Daniel Guérin, écrivain ; Pierre Halbwx, journaliste ; Jean-Luc Heller, syndicaliste ; Gérard d'Hersignerie, syndicaliste ; François Jacob, avocat ; Marcel-François Kahn, médecin ; Alain Krivine, journaliste ; Arlette Laguiller, employée ; Méthivier, universitaire ; Jean-Louis Michel, journaliste ; Gérard Molinat, universitaire ; Théodore Monot, médecin ; Hélène Parmelin, écrivain ; Gilles Perrault, écrivain ; Evelyne Pissier-Kouchner, universitaire ; Piotr, dessinateur ; Elisabeth Radesan-Dratana, avocate ; Roland Rappoport, avocat ; Jean Ridoux, ingénieur ; Daniel Roche, universitaire ; Jacques Rouffio, cinéaste ; David Rousset, écrivain ; Laurent Schwartz, universitaire ; Claudy Valin, avocat ; Jacques Valier, universitaire ; Henri Weber, universitaire.



De partout

- A Paris : rassemblement de masse le 21 février à 18 h à l'appel du collectif national au métro Palais-Royal d'où une délégation de personnalités (Claire Etcherelli, Jean Ridoux, Jean Ellenstein, David Rousset, Alain Krivine...) se rendra au ministère de la Justice.
- A Strasbourg : manifestation le 22 février à 18 h, place Klébert.
- A Lyon-Villeurbanne : rassemblement à la mairie de Villeurbanne dont le maire est Ch. Hernu, avec la participation de l'UD-CFDT.
- A Toulouse : initiative unitaire à l'appel de la Ligue des droits de l'homme, du Syndicat des

- avocats de France, du Syndicat de la magistrature, de la LCR, de l'UNEF-ID...
- A Rouen : rassemblement unitaire le 22 février à 17 h 30, place de la Cathédrale.
- A Nancy : rassemblement et conférence de presse unitaire le 22 février.
- A Landau : témoigneront en faveur de nos camarades et participeront au meeting international, entre autres personnalités, Jean Cardonnel, Antoine Sanguinetti, Serge Depaquit, Jacob Moneta (IG-Metall), Martin Grau (Vert), Otto Schilly (député de Berlin — sous réserve), Ernest Mandel, Bruce Kent (secrétaire du CND britannique), etc.

Le 8 mars : affirmer les exigences des femmes



Sous le signe d'une austérité renforcée, le 8 Mars, journée internationale des femmes, de lutte et de solidarité, doit être l'occasion d'affirmer partout leurs revendications et de montrer la voie de la mobilisation unitaire.

L'aggravation du chômage, la diminution du pouvoir d'achat, la pénurie d'équipements collectifs pèsent lourdement sur la situation des femmes et renforce les conditions de leur oppression.

Le rapport multiplie ses attaques contre le droit à l'emploi des femmes. Il veut imposer la généralisation du travail à temps partiel, le travail précaire et la modulation des heures de travail en fonction des besoins de la production pour augmenter son profit.

La situation est grave. Et que fait le gouvernement de Mitterrand, élu, rappelons-le, avec les voix des femmes en mai 1981 ? Il ne fait que relayer la volonté de patrons, pire, parfois il la

devance. N'est-ce pas Mitterrand lui-même qui a donné le coup d'envoi à la campagne nataliste qui sévit depuis un an, qui vise à culpabiliser les femmes et à donner le champ libre aux patrons pour les licencier plus facilement ou les renvoyer partiellement à la maison ?

C'est ce gouvernement qui s'apprete à faire voter au printemps deux lois aux conséquences particulièrement désastreuses pour les femmes : celle sur le temps « choisi », celle sur la politique familiale avec le congé parental rémunéré à partir du troisième enfant. Par contre, le projet de loi antisexiste semble être retourné dans les tiroirs du ministère Roudy !

Si à travers ces projets ce sont les femmes les premières visées, à terme ce sera l'ensemble des travailleurs qui en pâtiront s'ils se mettent en application !

Et que font les directions syndicales ? Peu de choses ! Des initiatives qui sont loin de répondre à l'urgence de la situation, en deçà même de ce qui était prévu pour les années précédentes, marquant ainsi leur soutien à la politique gouvernementale. La CGT prévoit : « Une délégation de militantes, se rendant auprès du CNPF, élues et mandatées par les travailleuses de leur département, porteuses de motions exigeant des négociations, de pétitions pour la retraite, de dossiers d'emplois et d'autres revendications particulièrement sensibles aux travailleuses... » et une campagne pour la diffusion d'Antoinette. La CFDT organise avec le MFPF un forum-débat le jeudi dans l'après-midi sur l'égalité professionnelle et le sexisme dans l'entreprise, le droit à l'avortement et ses restrictions, etc. Le choix est donc fait d'initiatives éclatées, sans perspective de mobilisation réelle ni cen-

tralement ni dans les entreprises.

Pour nous, le 8 Mars doit être l'occasion partout d'alerter les femmes sur ces projets natalistes et de « temps choisi », de sensibiliser l'ensemble des travailleurs pour créer les conditions des mobilisations nécessaires.

Partout dans les entreprises, nous devons revendiquer des heures payées sur le temps de travail pour organiser le plus unitairement possible des débats, des projections vidéo, des expositions, etc.

En même temps, nous réaffirmons que, non, la crise n'est pas une fatalité, un autre politique est possible. C'est pourquoi nous sommes contre les mesures du temps « choisi » et toute mesure nataliste. Nous défendrons le droit total des femmes à l'emploi, la mise en application effective de la loi sur l'égalité professionnelle dans les entreprises, la réduction du temps de travail pour tous sans perte de salaire, la création d'équipements collectifs de qualité.

Sonia Folloni

Critique Communiste
revue mensuelle de la Ligue Communiste Révolutionnaire (section française de la IV^e Internationale)
n° 26 février 84 / 14 fr.

Sommaire

Les enjeux politiques de Talbot

«Zéro licenciement»

Une ligne de partage dans le mouvement ouvrier

L'intervention d'E. Mandel au VI^e Congrès de la LCR

LES POLITIQUES NATALISTES EN FRANCE

Victoire de Chalamov

La deuxième déclaration de La Havane (Extraits)

INTERVIEW DE BENJAMIN CORIAT, ECONOMISTE

« Restructuration et licenciements, ce n'est pas la faute de la technologie »

Benjamin Coriat, auteur de nombreuses études sur l'organisation capitaliste du travail, vient de publier le livre *La Robotique*. Au travers d'une analyse des divers processus couverts du titre de « robot », et en résumant précisément les problèmes de relations commerciales internationales, il met en évidence les véritables enjeux de cette « modernisation » : les rapports entre la « robotique » et la lutte des classes.

● On dit que les automates suppriment des emplois et provoquent le chômage. Comment le mouvement ouvrier peut-il répondre efficacement au développement de la robotique ?

Si on raisonne à quantité de production égale avec une organisation technique plus robotisée, il n'y a pas de doute : le nombre des emplois requis diminue. Il faut être tout à fait clair là-dessus, surtout après la confusion introduite par Georges Marchais, l'autre soir à FR3.

Marchais, sur ce point, n'est pas sérieux du tout : il s'est appuyé sur un rapport de l'OCDE affirmant que la robotisation ne ferait disparaître que 0,2 % des emplois, et ce à partir d'un rapport de commande, dont les conclusions ont été rédigées dans le seul but de ne pas inquiéter. En fait, des dizaines d'enquêtes montrent clairement les dégâts que peuvent provoquer la robotisation.

« Il faut lutter pour que les gains de productivité soient au moins en partie affectés à la réduction de la durée du travail. »

Dans quelles proportions exactes la robotique supprime-t-elle des emplois, voilà une question ouverte : elle est l'enjeu de luttes et de compromis. Toujours à quantité égale de production, cela entraîne des suppressions d'emplois, mais entrent en jeu des paramètres sur lesquels les travailleurs concernés peuvent jouer. D'abord la réduction du temps de travail : les robots apportant des gains de productivité, il faut lutter pour obtenir que ces gains de productivité soient au moins en partie affectés à la réduction de la durée du travail, permettant le maintien d'emplois.

La deuxième donnée sur laquelle les travailleurs et les organisations syndicales doivent jouer est l'organisation technique et sociale du travail avec les automa-

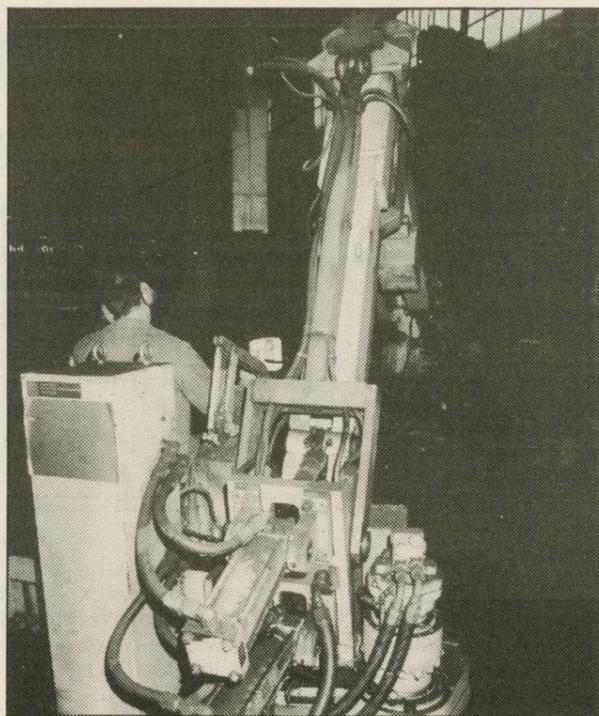
tes : certaines dispositions apparemment plus lourdes en hommes et en gestion directe peuvent aussi se traduire par une meilleure rentabilité sociale (moins de pannes, de pièces non conformes, plus de souplesse...). Bref, devant la robotique, les syndicats doivent analyser les questions d'organisation de la production et y répondre.

« Le gouvernement est entré dans un processus de gestion de la casse avec une sous-gestion des effets sur l'emploi. »

Le troisième niveau sur lequel on peut jouer est le lien entre politique technologique et politique industrielle. Il n'y a pas d'issue si la transformation technologique n'est pas l'occasion de repenser la politique industrielle en terme de part de marché tourné vers l'extérieur ou l'intérieur, en terme de qualité de produits...

● Tu es très loin de ce que le gouvernement a fait récemment pour Talbot, et qui se dessine pour les restructurations en cours, où tout le monde, dès maintenant, répète le chiffre de 170 000 suppressions d'emplois.

Le fond de la question apparaît nettement, si on part du conflit Talbot : le gouvernement, de fait, a commencé par accepter le principe des licenciements, sans même qu'y soit inclus le volet social. Cela revient à commencer par licencier et à voir ensuite ce qu'on fait des licenciés. De ce point de vue, comme Georges Granger de la FGM-CFDT a pu le dire dans son interview dans *Libération* du 7 et 8 janvier 1984, c'est encore pire que ce qui s'était fait pour la sidérurgie en 1979 ! Mais au-delà encore, mon sentiment est qu'accepter d'entrer dans la logique licenciement-volet social n'est pas acceptable. Accepter les licenciements sous la seule réserve qu'existe une négo-



ciation concernant la gestion sociale des licenciés est un engrenage dans lequel il ne faut pas rentrer. Il y a un troisième terme nécessaire, et c'est celui du passage de la technologie et de l'emploi à la politique industrielle dans laquelle les syndicats et les collectifs de travailleurs doivent avoir leur mot à dire.

En fait, à travers de ce qui a été fait à Talbot, le gouvernement est entré dans un processus de gestion de la casse avec une sous-gestion des effets sur l'emploi. Pour résumer : les syndicats et les forces sociales mobilisées autour du mouvement ouvrier doivent engager un débat pour que les restructurations éventuelles soient pensées au niveau de la politique industrielle, faute de quoi tout est complètement piégé.

● Mais, te dira-t-on, le gouvernement semble bien se soucier de politique industrielle !

Le gouvernement a bien l'air de se soucier de politique industrielle, mais il fait de l'entreprise la question-clé de la politique industrielle, avec tout un discours, récent d'ailleurs, prenant la rentabilité de l'entreprise telle qu'elle est, comme support d'un quelconque retour à un dynamisme de l'économie.

Si on part de l'entreprise et de sa rentabilité, on est vite ramené à une logique qui est celle du reaganisme et on est enfermé dans la notion de sur-effectifs. En fait, non seulement il faut refuser d'entrer dans la pure et simple question de gestion du chômage par rapport aux restructurations mais il faut s'élever au débat sur la politique industrielle

et la mener non pas entreprise par entreprise, mais avec un point de vue d'ensemble.

On débouche ainsi sur la question des contraintes extérieures. Pour le situer rapidement, ici, disons que le niveau d'adaptation à cette contrainte extérieure est modulable : quel niveau de cette contrainte on accepte et quel niveau on refuse...

● On aura l'occasion de débattre de cela de façon plus détaillée, prochainement, dans *Critique communiste*... Venons-en donc à l'autre question sans arrêt rebattue dans la presse : faut-il croire ceux qui jugent les OS incapables de s'adapter à la modernisation en cours ?

D'une part, contrairement à ce qu'on prétend, il n'y a pas que des tâches très qualifiées qui soient requises avec les dispositifs automatisés. Une série de tâches intermédiaires, du niveau de PI, sont requises : pour la conduite des installations. Et, il faut le dire bien haut, souvent l'expérience industrielle est plus précieuse que la connaissance de l'électronique. Il n'y a donc pas d'obstacle insurmontable à ce que des OS deviennent, qu'ils soient immigrés ou pas, des professionnels de conduite.

« Il faut s'élever au débat sur la politique industrielle et la mener non pas entreprise par entreprise mais avec un point de vue d'ensemble. »

Dans un certain nombre d'entreprises, résultat des

conflits antérieurs, les travailleurs ont un haut degré de socialisation, d'expérience et de résistance collectives, qui amène le patronat à vouloir briser ces collectifs qui sont aussi des capacités de lutte ouvrière. Il faut donc bien distinguer cette volonté de briser des noyaux ouvriers d'arguments plus ou moins réels sur les exigences de niveau scolaire exigé par les robots. A la Régie Renault a lieu, d'ailleurs, un stage de formation d'OS sur les automates. A ce qu'on m'en a dit, le programme de formation progresse bien plus vite que ce qu'avait imaginé la Régie, manière de dire que, si la volonté existe...

« Il n'y a pas d'obstacle insurmontable à ce que des OS deviennent, qu'ils soient immigrés ou pas, des professionnels de conduite sur machines automatisées. »

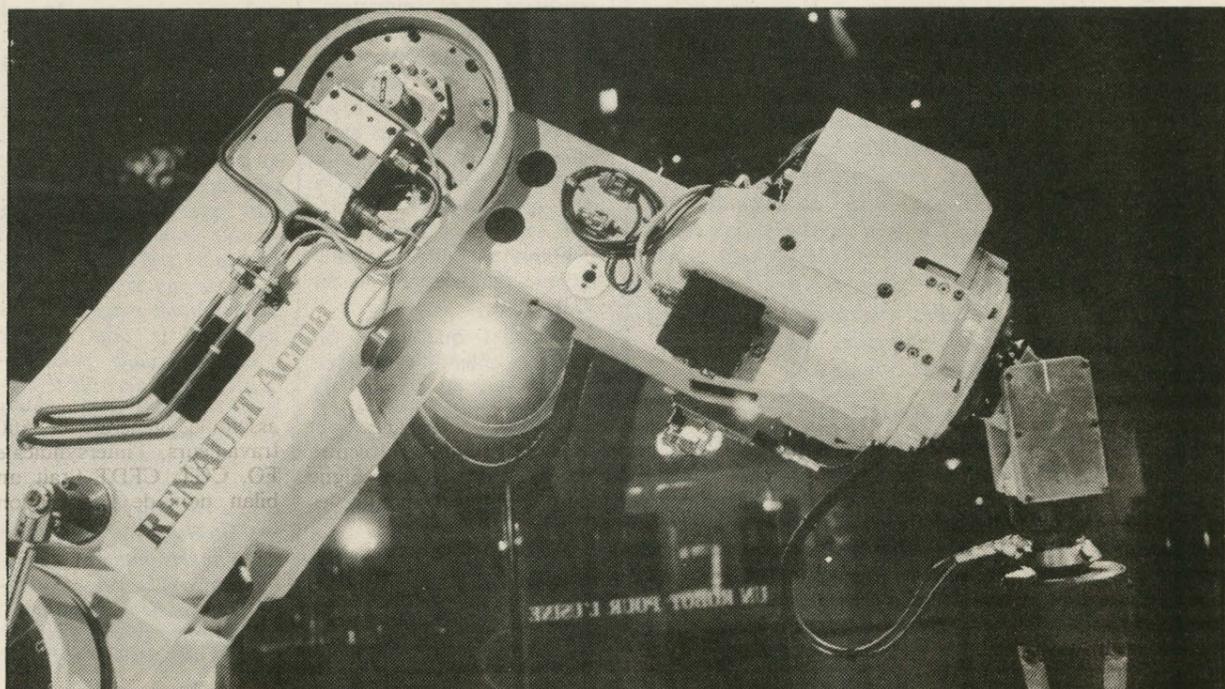
● Ce qui signifie, alors, qu'on aurait pu prendre des critères formels de sélection beaucoup moins élevés ?

Bien sûr. Il faut être tout à fait clair : pour une large partie des tâches, il ne s'agit pas d'incompétence des OS, y compris immigrés, mais de la volonté délibérée, à l'occasion de l'automatisation, de casser les anciens collectifs de travailleurs.

Propos recueillis par Pierre Rème

La Robotique, collection Repères aux Editions Maspéro/la Découverte. 28 francs.

Du même auteur, sur l'organisation taylorienne du travail : *L'Atelier et le chronomètre*, aux Editions Bourgeois.



Un secrétaire de transition

Le décès, le 10 novembre 1982, de Leonid Brejnev mit probablement un terme à une période de l'histoire soviétique. La fin de son successeur et son remplacement par Constantin Tchernenko n'en ouvre pas nécessairement une nouvelle. Que d'encre aura pourtant coulé sur le nouveau maître du Kremlin, dont chacun s'accorde à penser que le règne sera fort bref. La plupart des commentateurs occidentaux ont voulu y voir une victoire des « durs » sur les « libéraux » au sein du politburo. Mais comment ne pas déceler dans cette analyse la volonté de justifier à l'avance les futurs développements de la stratégie impérialiste et l'intensification de la course aux armements ?

Car rien n'est plus éloigné de la réalité. S'il est un trait que confirme la nomination de Tchernenko, c'est bien la paralysie du système bureaucratique et l'approfondissement de ses contradictions. Pas plus qu'Andropov, le nouveau secrétaire général ne bénéficiera d'un consensus stable au sein de l'appareil et d'une légitimité profonde au sein de la classe ouvrière soviétique. Khrouchtchev avait tenté de s'appuyer sur les espoirs soulevés par les premières réformes entreprises, à la suite de l'époque stalinienne. Brejnev, lui, rassurait les bureaucrates et promettait aux masses une amélioration de leurs conditions de vie.

Le moins que l'on puisse dire, après la longue période brejnevienne et l'intermède Andropov, c'est que les résultats ne sont guère convaincants. Depuis 1975, la croissance s'est considérablement ralentie : 4,52 % en moyenne pour la période 1975-1979 ; 2,80 % de 1980 à 1982. La consommation populaire stagne voire régresse, notamment dans le domaine des biens alimentaires. Ce qui reflète l'infime augmentation du revenu réel par habitant depuis deux ans. Les statistiques officielles elles-mêmes annonçaient une progression de 0,1 % en 1982. Si l'omniprésence de l'appareil policier a, pour le moment, empêché l'expression de la classe ouvrière, on constate en revanche un recours croissant à des échappatoires individuels ainsi que le développement massif de certains comportements : absentéisme, renforcement d'une économie et d'une société parallèles, etc. Ces difficultés, l'incapacité de la caste bureaucratique à y faire face, ne sont pas sans répercussions sur les pays satellites, dont les économies chancellent et dont les équipes dirigeantes subissent un discrédit croissant. L'exemple de la Pologne n'est plus isolé et des phénomènes similaires — même s'ils sont d'une moindre ampleur — se manifestent en RDA et en Roumanie.

Reste la politique internationale. Empêtrés dans la gestion de la zone d'influence que l'URSS se vit octroyer à Yalta en 1943, s'efforçant de préserver la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme, la bureaucratie se trouve confrontée à une nouvelle donne internationale. La victoire de Reagan aux Etats-Unis a en effet marqué l'essor d'une offensive des puissances impérialistes. Et les énormes ressources consacrées à l'armement, en réponse à l'effort de guerre de Washington, grèvent lourdement l'économie soviétique. Pour desserrer l'étreinte, Andropov, comme Brejnev, s'est efforcé de relancer la détente et en donnant des gages à la Maison-Blanche. Sa passivité devant les manœuvres occidentales au Moyen-Orient ou devant l'invasion de la Grenade en témoigne. Mais Moscou n'en a récolté que le renforcement du bloc adverse : développement considérable de la puissance guerrière des USA, installation des euromissiles américains en Europe, etc. Comme la politique intérieure, la diplomatie se trouve dans une impasse complète.

La phase qui s'ouvre sera celle de la transition. La bureaucratie doit tout à la fois préparer la relève à la tête du Kremlin et se doter d'une orientation cohérente dans tous les domaines. Les changements, dans les rouages intermédiaires de l'appareil, permettront peut-être, au cours des prochains mois, d'apprécier l'évolution des rapports de forces au sein de la direction.

Christian Picquet

URSS : LA MORT D'UN BUREAUCRATE



Les interventions de l'Armée rouge en Tchécoslovaquie et en Afghanistan reflètent essentiellement les contradictions du système bureaucratique. Ici, des soldats soviétiques à Prague.

La défense du statu-quo international

Contrairement aux assertions des commentateurs occidentaux, le règne d'Andropov, tout comme celui de son prédécesseur, s'est surtout distingué par une totale incapacité à contrer les plans de guerre de l'impérialisme. Cela met en lumière les fondements du prétendu internationalisme des hommes du Kremlin.

Comme dans d'autres domaines, le règne d'Andropov n'aura pas été marqué par des inflexions significatives dans la politique extérieure soviétique. Certes, durant ces quinze mois, se sont produits des événements d'importance au plan international face auxquels les dirigeants du Kremlin ont dû réagir et intervenir. Ils l'ont fait avec une grande prudence toute bureaucratique, évitant par-dessus tout de bouleverser les grands équilibres, tant dans leurs relations avec les Etats impérialistes que dans leurs relations avec les Etats où les partis frères du PCUS sont au pouvoir. En direction des non-alignés, leur politique a obéi à la même logique de préservation du statu quo.

Pourtant, que n'avait-on pas lu et entendu à l'arrivée d'Andropov au sommet de la hiérarchie bureaucratique. Libéral occidentalisé, autrement dit civilisé pour les uns, représentant d'un lobby militaire et policier tout puissant pour les autres, la personne d'Andropov était investie des espoirs des premiers et des craintes des seconds. Ces derniers étant de loin les

plus nombreux, intéressés qu'ils étaient à justifier par là la politique de réarmement des principales citadelles impérialistes.

Le mythe de la menace

Aujourd'hui encore, dans un article intitulé « Le maître de la terre », à la signification volontairement ambiguë, Jacques Isnard nous livre dans le Monde la clef du mythe savamment entretenu sur la menace soviétique : « Par le poids de sa puissance militaire, l'Union soviétique joue, sur la scène internationale, un rôle que ne peut pas lui procurer son pouvoir économique, du fait de la paralysie ou de l'inefficacité de son système industriel. L'Armée rouge n'est pas seulement le bras séculier d'une diplomatie tous azimuts. Elle est devenue le fondement même d'un régime qui n'a pas renoncé à exporter son idéologie, et elle s'est organisée en une "machine" de guerre, dont la doctrine, telle qu'elle est exposée dans les manuels militaires, reste l'offensive et l'écrasement décisif et total de l'adversaire. »

Comment mieux résumer tous les poncifs idéologiques

de la bourgeoisie à propos de l'URSS. Jacques Isnard, comme Castoriadis, et quelques autres, ne nous ont jamais expliqué par quelle sorte de miracle une telle puissance militaire, partout à l'offensive sur la scène internationale, pouvait prendre appui sur un système économique et une industrie paralysés et inefficaces. Ils ont oublié que la CIA elle-même, sous le règne de Reagan, a récemment corrigé en baisse ses évaluations de la puissance militaire soviétique et de la part du budget qui lui est effectivement consacrée. Et puis, c'est tout juste si monsieur Isnard consent « à constater les nombreux déboires techniques et opérationnels de cette Armée rouge en Afghanistan ».

Non, en vérité, pas plus avec Andropov que jadis avec Brejnev, et demain avec Tchernenko, la bureaucratie n'a l'ambition de passer à l'offensive tous azimuts à l'échelle internationale. Sa passivité résignée et répugnante devant l'intervention sanglante de l'impérialisme US à Grenade en a encore une fois apporté la preuve.

Le coup de poignard aux mobilisations pacifistes

Mais Andropov et ses pairs n'ont pas fait seulement preuve de couardise devant les menaces et les attaques de l'impérialisme contre les révolutions en

marche, ils ont fait montre d'une totale incapacité à contrer les plans de guerre de Reagan et des gouvernements capitalistes en Europe. Durant les quinze derniers mois, l'affaire des euromissiles, devenue le principal enjeu des relations Est-Ouest, a mis en lumière tout à la fois les fondements du prétendu « internationalisme » de la bureaucratie et le danger que représente sa politique pour la défense des Etats ouvriers eux-mêmes.

Loin d'appuyer le mouvement antiguerre qui avait pris son essor dans toute l'Europe, par des initiatives politiques et diplomatiques appropriées, la bureaucratie n'a pas hésité à poignarder dans le dos ce vaste mouvement de masse. Elle a accentué, par crainte de sa dynamique antibureaucratique, la répression contre les pacifistes indépendants en URSS et dans les autres Etats membres du Pacte de Varsovie. La seule riposte qu'elle ait été capable d'opposer aux premiers déploiements de l'OTAN, ce fut d'installer elle-même des missiles nucléaires en RDA et en Tchécoslovaquie, d'une utilité militaire douteuse et en tout cas d'un effet politique désastreux dans de larges secteurs du mouvement antiguerre. Défaite politiquement, il ne lui restait plus qu'à quitter Genève en attendant la première occasion pour tendre à nouveau la main à son inévitable partenaire impérialiste pour la défense du statu quo.

Jean-Louis Michel

URSS : LA MORT D'UN BUREAUCRATE

Un système paralysé

Depuis de nombreuses années, les bureaucrates du Kremlin se heurtent aux blocages occasionnés par leur propre gestion.

Ils se réfugient dans un immobilisme dont le politburo gérontocratique fournit le spectacle quotidien. Andropov ne peut sortir de ce cadre. Et la nomination de son successeur n'annonce pas de changement prévisible.

Iouri Andropov n'aura tenu que quinze mois les rênes du pouvoir en URSS. C'est bien peu pour tirer un bilan de son action. Quels enseignements peut-on néanmoins tirer de ce court règne ?

Il convient tout d'abord de remarquer que le secrétaire général défunt s'est bien gardé de s'engager sur le chemin de la « libéralisation » de la société soviétique. Cela ne saurait surprendre que ceux qui, en 1982, prophétisèrent d'importants changements dans la politique du Kremlin. Comment celui qui, ambassadeur à Budapest, dirigea l'écrasement de la révolution hongroise de 1956, aurait-il pu être un « libéral » ? Comment le chef du KGB entre 1967 et 1982, responsable d'une impitoyable répression contre les dissidents, aurait-il pu assouplir la terreur bureaucratique ?

Ce trait n'est nullement spécifique à Andropov, de même qu'il ne caractérisait pas Brejnev. Dans son ensemble, la bureaucratie ne peut tolérer aucune faille dans son monopole de l'information et de la diffusion des idées. Une fois aux affaires, Andropov se devait de conserver les mêmes méthodes qu'auparavant. Un de ses derniers actes consista d'ailleurs à faire promulguer une loi donnant aux directeurs des camps de détention la possibilité de prolonger, sans jugement, les peines des emprisonnés.

L'héritage brejnevien

Dans le domaine économique, Andropov esqua un certain nombre de réformes. Leurs caractéristiques et leurs limites renvoient aux conditions dans lesquelles il arriva à la tête du Parti communiste et, en premier lieu, au lourd héritage de dix-huit ans de brejnevisme.

Après la chute de Krouchtchev, Léonid Brejnev assit son autorité sur sa capacité à donner à la bureaucratie ce qu'elle désirait le plus : la stabilité et l'assurance de pouvoir jouir de ses privilèges, sans être en permanence menacée par des purges, comme dans le passé. Le système Brejnev reposait tant sur le compromis et l'équilibre entre les diverses fractions de l'appareil qu'il finit par sombrer dans l'immobilisme le plus complet. Un immobilisme dont le spectacle du politburo gérontocratique fournit une image caricaturale. Une telle direction fut naturellement incapable d'apporter le moindre remède sérieux à la crise qui frappe l'économie du pays.

Cette crise est pourtant extrêmement grave. Elle trouve sa source dans la gestion bureaucratique elle-même. Cette dernière pouvait encore donner des résultats tant que l'économie était dans une phase de croissance dite extensive, tant qu'il existait des réserves considérables de main-d'œuvre, de matières premières, de terres fertiles. Mais, depuis vingt ans, la tendance est à la stagnation. Pour la renverser, il faudrait une croissance « intensive », basée sur une augmentation de la productivité du travail. Un tel objectif se heurte cependant à l'indifférence des travailleurs. Ceux-ci ne se sentent nullement concernés par les exhortations à intensifier la production. Ils font le minimum, imitant en cela les bureaucrates.

La seule solution pour sortir de cette impasse serait de libérer les énergies créatrices de la classe ouvrière. Car la solution aux difficultés économiques est d'abord politique. Elle passe par la gestion ouvrière, démocratique et centralisée, le débat libre entre les options différentes, le contrôle des travailleurs sur l'application des décisions. La démocratie socialiste n'est pas un luxe, c'est une nécessité. Mais elle ne peut s'instaurer dans un pays comme l'URSS, sans que la caste au pouvoir soit renversée, sans que ses moyens de domination soient liquidés.

Deux options possibles

Rien n'était évidemment plus éloigné de la pensée du bureaucrate Andropov, que cette conception du socialisme. Il se trouvait confronté à des problèmes tels qu'une faible productivité du travail, une désorganisation du système de distribution hyper-centralisé, une crise chronique de la production agricole, etc. Et il tenta d'y répondre par des méthodes bureaucratiques, semblables à celles déjà employées par son prédécesseur.

Durant tout le règne de Brejnev, le noyau dirigeant du régime oscillait entre deux options pour résoudre ses problèmes de gestion. La première consistait à promouvoir une politique de « libéralisation » économique, reposant sur le recours aux stimulants matériels et sur l'accroissement des pouvoirs de gestion des directeurs d'entreprise. Dès 1965, les réformes Liberman en donnaient une première concrétisation. Mais cette ligne n'est pas sans danger. Elle introduit en effet des éléments de marché et conduit au renforcement des inégalités, au chômage, c'est-

à-dire à des tensions sociales qui risquent de déstabiliser le pouvoir. La seconde option consistait à renforcer la discipline au travail, à pénaliser les gaspillages, renforçant du même coup la centralisation bureaucratique. Or, cette dernière est précisément la cause essentielle de l'échec économique.

Le choix de l'immobilisme

Sous la direction de Brejnev, aucune de ces deux options ne s'appliqua intégralement. L'aile « réformatrice » du régime réussit à faire adopter les mesures Liberman en 1965, mais leur application fut bloquée par les « conservateurs » qui contrôlaient les mécanismes centraux de planification. C'est cet équilibre et le refus des instances suprêmes de trancher en faveur d'une politique précise, qui expliquent fondamentalement l'immobilisme de la dernière période.

Andropov n'a pu sortir de ce cadre. Il a marqué son entrée en fonction par une campagne visant à accroître la discipline au travail. Néanmoins, lorsqu'au mois de décembre 1982, il fit circuler un discours préconisant une transformation des méthodes de gestion, il se heurta aux « conservateurs » du régime. Chose des plus inhabituelles au Kremlin, le président du Gosplan (comité de planification) éprouva le besoin de convoquer une conférence de presse dont l'objectif principal était de réaffirmer ses prérogatives. Les quelques dispositions économiques que fit adopter le secrétaire général furent très limitées.

Dans un tel contexte, bien malin qui pourrait dire de quoi sera fait le règne du successeur d'Andropov. Le choix de Constantin Tchernenko paraît indiquer qu'une majorité du politburo a opté, dans l'immédiat, pour la perpétuation de l'immobilisme. Il reste que la crise du système va s'approfondir. Combien de temps les bonzes du Kremlin pourront-ils assumer ce choix et museler la classe ouvrière soviétique ? C'est la seule question qui importe vraiment.

David Martin

Tchernenko, un secrétaire de transition.



La carrière d'un apparatchik

« Andropov au pouvoir », de J. Medvedev, éditions Champ Flammarion. 28 francs

La mort de Iouri Andropov, la désignation de son successeur, Tchernenko, ne peuvent qu'inciter à lire le dernier ouvrage de Jaurès Medvedev. Historien soviétique, opposant socialiste en exil, il est avec son frère Roy l'auteur de nombreux travaux sur l'histoire de l'URSS : *Khrouchtchev, le Stalinisme, la Révolution d'Octobre*, etc.

Le livre de Medvedev, écrit à la fin de 1982, reconstitue la biographie du secrétaire général défunt. A ce titre, il souffre de quelques interprétations hâtives. On peut ainsi lui reprocher de présenter Andropov comme un « libéral » face aux tenants de la vieille garde brejneviste ou de vouloir atténuer sa responsabilité dans la répression de l'insurrection de Budapest en 1956.

Il reste que cet ouvrage, court et d'une lecture aisée, apportera au lecteur de nombreux éléments d'information sur la vie politique soviétique et les mœurs de la « nomenklatura ». Il relate, par exemple, les luttes de fraction qui, au sommet du PCUS, précédèrent la mort de Brejnev et permirent la désignation d'Andropov. De la même façon, il décrit la valse des cadres intermédiaires au moyen de laquelle les maîtres du Kremlin affermissent leur pouvoir sur l'appareil. Plus généralement, il montre la corruption de la bureaucratie, le trafic d'influence auquel se livrent ses membres, le chauvinisme « grand-russe » qui sévit dans les instances suprêmes du pouvoir, le poids du KGB et de l'armée, etc. En ce sens, il est un document essentiel pour tenter de comprendre le fonctionnement de ce régime. Un effort bien utile quand la grande presse se perd en conjectures ou en hypothèses fumeuses.

Christian Picquet

La fidélité

d'un vieux communiste

« Le Stalinisme et son "socialisme réel", d'A. Zimine, aux éditions La Brèche. 55 francs.

Complément indispensable du petit livre de Jaurès Medvedev, on lira ou relira avec le plus grand intérêt l'ouvrage d'Alexandre Zimine. « Communiste soviétique du dernier quart de ce siècle », bolchevik de la première heure, victime des purges stalinienne mais vivant toujours en URSS, il n'a jamais renoncé à confronter les faits à une analyse marxiste rigoureuse. Se situant dans la lignée des travaux théoriques de Trotsky et de l'Opposition de gauche, Zimine décrit les étapes successives de la dégénérescence idéologique et pratique du « socialisme » mis en œuvre par les hommes qui s'emparèrent du pouvoir politique, peu après la mort de Lénine. Il démontre, dans ce cadre, la continuité existant entre Staline et ses successeurs qu'il désigne comme des « néo-staliniens ».

« En soixante ans, écrit Zimine, sur une gigantesque partie de la surface terrestre, on a construit une société que ses créateurs, il est vrai, ont nommée "socialisme réel", mais qui, sans être capitaliste, ne possède pas une seule des caractéristiques théoriques obligatoires, pas un seul des traits réels du socialisme (...), caractéristiques et traits sans lesquels, répétons-le, le socialisme et la marche au socialisme sont impossibles et impensables. »

Au moment où l'existence du goulag conduit certains à chanter les louanges du système capitaliste, ce livre est vivifiant. Il rappelle qu'à l'Est comme à l'Ouest, malgré les persécutions, des hommes et des femmes n'ont pas attendu les années soixante-dix pour dénoncer la réalité monstrueuse des dictatures bureaucratiques, sans pour autant renoncer à leurs convictions militantes et à leur combat pour l'émancipation de l'humanité.

C. P.

Ces livres sont en vente à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, 75011 Paris, avec une réduction de 5 %.

SOLIDARITE NICARAGUA

Un succès !

Au moment où Washington renforce son dispositif de guerre contre les peuples d'Amérique centrale, aucune trêve ne doit être observée dans le soutien matériel aux processus révolutionnaires. Après plusieurs mois de souscription, la LCR vient d'envoyer à Managua du matériel d'imprimerie destiné à l'organe central du Front sandiniste.

En août dernier, deux camarades de Rotographie, l'imprimerie de la LCR, rencontraient à Managua les responsables de l'imprimerie de *Barricada*, l'organe du Front sandiniste. Ils purent constater à quel point les révolutionnaires nicaraguayens avaient besoin d'une aide matérielle. Car, alors que *la Prensa*, le journal de la bourgeoisie, dispose d'un équipement moderne et de fonds importants, *Barricada* doit affronter de multiples problèmes : un matériel vétuste et difficile à réparer, en raison de son origine nord-américaine et du blocus décrété par l'administration Reagan, un manque de techniciens qualifiés, par suite des départs qui suivirent la chute de Somoza, etc.

Au début du mois d'octobre suivant, la LCR lançait une campagne de soutien à *Barricada* et une souscription pour acheter une développeuse de films. En quatre mois, c'est plus de quarante mille francs qui furent récoltés dans les entreprises, syndicats, facultés et quartiers. Nos camarades du Parti ouvrier de Suisse (PSO) s'associèrent à cette activité, récoltant environ 4 500 francs.

A la fin du mois dernier, un représentant de notre imprimerie s'envolait pour le Nicaragua, emportant avec lui la développeuse de films. L'objectif était atteint ; la campagne était un succès.

Un pas important est franchi. Mais notre solidarité n'en est qu'à ses débuts.



« Barricada », quotidien du Front sandiniste : « Reagan a envoyé une autre flotte de guerre dans l'Atlantique. » L'agression permanente.

Dans les prochains mois, l'effort doit se poursuivre. D'ores et déjà, en accord avec les responsables de l'organe du FSLN, Rotographie se prépare à accueillir un ou plusieurs révolutionnaires nicaraguayens travaillant pour *Barricada*, afin d'aider à leur formation sur un matériel moderne et européen.

Avec l'aide de plusieurs sections de la IV^e Internationale, la LCR envisage d'aider *Barricada* à se procurer des pièces détachées et

des matières premières de meilleure qualité, aidant ainsi le Front sandiniste à surmonter les effets du blocus. Enfin, pour le mois d'avril prochain, à l'occasion du cinquantenaire de l'assassinat de A. C. Sandino, les Editions la Brèche publieront une traduction française des principaux écrits de cette grande figure de l'histoire du Nicaragua populaire.

Au moment où Washington renforce son dispositif de guerre contre les peuples d'Amérique centrale, de telles initiatives, aussi modestes soient-elles, sont un apport décisif à la construction d'un vaste mouvement unitaire de soutien aux processus révolutionnaires en cours. C'est pourquoi elles doivent recevoir un appui massif.

R. D.

Le retour d'une brigade

Le gouvernement nicaraguayen a lancé un appel à la constitution de brigades de solidarité. De nombreuses délégations se sont déjà rendues sur place, provenant surtout des Etats-Unis et de RFA.

En France, cette activité n'en est qu'à ses débuts. Mais ces derniers peuvent être prometteurs, comme vient de le montrer l'exemple du Puy. Dans cette localité, cinq brigadistes (des syndicalistes de la CGT, de la CFDT et de la FEN) se sont rendus au Nicaragua (voir *Rouge* du 6 janvier). Comme leur départ, leur retour avait été soigneusement préparé.

Pour les accueillir, un représentant de l'ambassade, Raphaël Corea, a passé la journée du 10 février au Puy. A l'initiative des syndicats auxquels appartenaient les brigadistes, il s'est rendu sur leur lieu de travail, à l'entreprise de textile Elastelle, à l'hôpital

psychiatrique Sainte-Marie et à l'Equipement. Il a également été reçu par la municipalité du Puy (droite), par celle d'Espally (PS) ainsi que par la préfecture. Un meeting-débat devait clôturer la soirée. Outre les brigadistes, Raphaël Corea et le Comité Amérique centrale (qui organisait ce rassemblement), des représentants de la CGT, de la CFDT, de la FEN, de la CNL, de la JOC, du Mouvement de la paix, du PS, du PCF et de la LCR devaient prendre la parole. Véritable événement politique local, le retour des brigadistes reçut un large écho dans la presse locale.

Conscients que leur initiative est un maillon décisif d'une immense chaîne de solidarité, les brigadistes vont maintenant largement rendre compte de leur voyage et appeler à la constitution de beaucoup d'autres brigades du même type.

ESPAGNE

Grèves en série contre les restructurations

Un demi-million de travailleurs ont participé à la journée de protestation contre les reconversions industrielles. Cette mobilisation a culminé le 2 février par un mot d'ordre de grève générale lancée par les Commissions ouvrières (CCOO), suivi notamment à Gijon, Puerto Real, Getafe dans l'agglomération madrilène et Sagunto. L'appel à la grève du syndicat traduit la contradiction dans laquelle il se trouve pris : répondre à la combativité des travailleurs, ce qui le contraint à se démarquer sur la gauche de l'UGT — la centrale liée au PSOE — tout en poursuivant sa politique de conciliation à l'égard du gouvernement.

La protestation ouvrière a dépassé en ampleur celle que les Commissions ouvrières avaient organisé en octobre 1983. Gijon a pratiquement été paralysée par 60 000 travailleurs en grève, ce qui représente 95 % de la population active de la ville, des affrontements avec la police y ont fait deux blessés parmi les grévistes.

Dans la région de Valence, la journée a été marquée par la grève des 4 200 ouvriers des Hauts-Fourneaux de la Méditerranée à Sagunto. La lutte de ce Longwy espagnol vient d'entrer dans sa deuxième année. L'appui de la population locale et sa détermination à refuser la fermeture de l'entreprise et les licenciements n'ont pas faibli.

Sagunto est devenu un exemple pour la classe ouvrière et un test pour la politique industrielle et économique du gouvernement de Felipe Gonzalez. Cette dernière est attaquée par la CEOE (le CNPF espagnol) qui, à l'instar de son homologue français, exige une limitation encore plus importante des salaires et un renforcement de l'austérité.

Les luttes en cours et à venir contre les restructurations pourraient bien constituer une épreuve majeure pour le gouvernement socialiste.

J. L.

Jeole, directeur des affaires criminelles et des grâces. Entretiens, Marc Pulvar, secrétaire général de la Centrale syndicale des travailleurs martiniquais (CSTM), emprisonné pour s'être défendu contre l'agression d'une milice patronale, avait été libéré.

Au cours de l'entrevue, Alain Krivine s'est élevé contre les cas de répression qui se multiplient dans les DOM-TOM. A propos du cas Pulvar, le représentant de la Chancellerie s'est contenté de promettre que le syndicaliste ne serait pas jugé par un cour d'assises mais par un tribunal correctionnel. Il indiqua également qu'il n'était pas question de revenir à des mesures d'exception et affirma que le gouvernement s'efforçait, malgré tous les obstacles, de mettre en œuvre les réformes judiciaires. En un mot, pas de répression exceptionnelle, mais une répression « normale ». A donc nous d'intensifier une solidarité exceptionnelle avec les travailleurs des Antilles.

R. D.



CENTRAFRIQUE (REP.)

Répression à l'ombre des paras français

Contrairement à ce qu'annonçait Claude Cheysson à l'Assemblée, les libertés démocratiques sont loin de progresser en Centrafrique. Le général Kolingba a décidé la fermeture de tous les établissements scolaires et universitaires de la capitale à partir du 31 janvier. Les réunions et rassemblements sont interdits ainsi que les activités des associations étudiantes et lycéennes. Les contrevenants « seraient considérés purement et simplement comme des éléments portant atteinte à la sécurité de l'Etat ».

Cette mesure vise la grève scolaire et enseignante, c'est-à-dire ceux-là mêmes qui étaient descendus dans la rue en janvier 1978 et que Bokassa avait fait massacrer. Le gouvernement Giscard, après avoir qualifié les massacres de « pseudo-événements », déposait Bokassa. Mille paras français réalisaient le coup d'Etat et faisaient régner l'ordre impérialiste. Ils y sont toujours et c'est à l'ombre de leurs baïonnettes que le régime interdit les partis d'opposition, arrête leurs dirigeants et réprime le mouvement de masse. La présence militaire française en Afrique, loin de protéger les populations des exactions des potentats locaux, en assure la poursuite.

J. L.

DOM-TOM

Une initiative de la LCR contre la répression

Devant les mesures de répression qui s'abattent contre les militants anticolonialistes aux Antilles (voir *Rouge* du 10 février), Alain Krivine envoya, le 25 janvier dernier, une lettre de protestation au Garde des sceaux, Robert Badinter. A la suite de cette démarche, notre camarade fut reçu le 8 février par M.

VIENT DE PARAITRE

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

De la « marche verte » aux émeutes de la faim

La dissidence à l'œuvre dans l'armée polonaise

PAYS-BAS

La longue grève des travailleurs du secteur public

50 000 francs pour Barricada

Travailleurs et travailleuses Thomson, Aix. « Pour la révolution en Amérique centrale »	200	PSO, Suisse	4 541
René, Folschviller	200	JOC, Ceret	50
C. Dutilleul	200	Comité rouge, Paris	300
Sarlat-la-Caneda	100	Michel, Barté, Henri	
Cellule ORTF	100	Martigues	250
Michèle, Labruguière	500	Michel, Paris VI ^e	200
Véronique, Orléans	200	Patrick, instituteur	
Cecilia y Bonet, Paris	200	« Freinet », Blois	500
Yvan, Nancy	50	Cellule Fougères	50
Vente badges	240	Total	8 081
Un lecteur de « Rouge »	200	Ancien total	34 232
Michel, Paris	100	Nouveau total	42 312
Louviers	50	LCR-LKI (section de la IV ^e Internationale de l'Etat espagnol) : 700 pesetas.	
Etrennes du bâtiment, Grenoble	50		

BD

Bulles en stock

Angoulême a rangé ses tréteaux.

120 000 pèlerins sont repartis dans leurs foyers, les bras chargés de petits Mickeys imprimés. Et pourtant, la fête continue. Plus de vingt albums nouveaux en ce début d'année 1984 (et j'ai laissé de côté les plus ringards). Essayons de trier.

Aux Humanoïdes associés, le grand prix d'Angoulême pour l'album de Micheluzzi : *A la recherche des guerres perdues*. Ce second volet des aventures de Marcel Labrume est bien moins beau que le premier... Ce n'est, hélas, pas la première fois qu'un jury se trompe de train.

Jean Pleyers, dont on attend impatiemment la publication en album de sa splendide série consacrée à Gilles de Rais (sur scénario de Martin), continue laborieusement une série SF désespérément vide de toute poésie (*le Pêril extrazorien*), et Claude Renard, séparé de son duettiste Schuitten, nous prouve avec *l'Evasion d'Ivan Casablanca*, que le plus doué des deux... c'était l'autre !

Reste Margerin qui, avec *Ricky VII*, continue sa peinture à la Dubout des rockies

ensantiagés de nos banlieues. C'est toujours aussi hilarant.

Casterman aligne un bréviaire d'avec Forest (*Enfants, c'est l'Hydraxon qui passe*, presque aussi poétique que son titre), François Vourgeon (*le Sortilège du bois des brumes*, bien plus laborieux que sa magnifique série chez Glénat, *les Passagers du vent*) et Rochette qui, sur un splendide scénario de Lob, réussit avec *le Tranperceneige*, l'un des plus beaux récits fantastiques de ces dernières années.

Deux de mes dessinateurs préférés (et les deux «héritiers» les plus doués de Jacques Martin) tapent fort en ce début février. *Le Prisonnier de Satan*, de Gilles Chaillet, deuxième épisode des aventures italiennes du siennois Vasco (Ed. du Lombard) nous entraîne dans des intrigues papales,

qui d'Avignon à Rome fleurissent bon le vénénéux parfum des complots à la mode Borgia...

Quand à André Juillard, il inaugure une nouvelle série sur scénario de Jacques Martin justement, *le Pique rouge*, ou les aventures (encore) transalpines d'un jeune Italien, Arno, au temps de la campagne d'Italie du général Buonaparte. Ce diable de dessinateur est décidément aussi à l'aise dans le moyen-âge, le XV^e siècle ou l'épopée napoléonienne (Editions Glénat).

Autres pépites ramenées d'Angoulême, *Un hiver de clown*, neuvième album des aventures post-atomiques de Jeremiah, dessinées par Hermann (Hachette), toujours soupoudrées d'une pincée de surréalisme.

L'Amour propre, de Veyron (Dargaud) savoureuse plongée dans nos fantasmes sexuels quotidiens (mais si, mais si...); *Adolphus Claar*, d'Yves Chaland (Ed. Magic-Strip), illustration d'un prétexte robotique pour un exercice de style « ligne claire »; *Silver Canyon*, de Michel Blanc-Dumont (Ed. Dargaud), qu'il faudra bien considérer un jour prochain comme l'un des grands de

la BD (et, ici, malgré un scénario grandiloquent et figé de Laurence Harlé), et puis deux Moebius rares et somptueux, tous deux dus à l'excellent travail des Editions Gentiane : *la Mémoire du futur* est un recueil d'illustrations toutes plus étonnantes les unes que les autres, où l'on se prend soudain à regretter que le projet d'adaptation du cycle *Dune*, de F. Herbert, n'ait pas pu être réalisé par A. Jodorowski, lorsqu'on découvre les maquettes de décors et de costumes préparées par Moebius...

L'autre album, *Sur l'étoile, une croisière Citroën*, se présente sous deux formes : d'abord un magnifique port-folio de 45 planches en couleurs réalisé par Gentiane pour les Etablissements Citroën, qui fêtent cette année le cinquantième de la « traction avant », et qui ont offert les 650 exemplaires de ce luxueux port-folio à leurs concessionnaires... Et puis, un album cartonné va paraître dans quelques jours, édité par les Humanoïdes et Citroën, et reprenant ces 45 planches. Mais dépêchez-vous de fureter : cet album, tiré seulement à 10 000 exemplaires, ne restera certainement pas longtemps dans les présentoirs !

Côté rééditions, c'est Futuropolis qui décroche (hors-concours) le gros lot grâce à sa collection « copyright ». Les trois derniers ne sont pas des classiques, d'où l'intérêt de les lire... (*Juliette Jones*, de Stan Drake, *Romeo Brown*, de Jim Holdaway et *Dickie Dare*, de Milton Caniff). Et l'on annonce comme

prochains titres *la Petite Annie*, de Darrel McClure, et « le Fantôme » de Lee Falk et Ray Moore !

Et puis, appliquant à la lettre la méthode du « pain blanc », j'ai gardé le meilleur pour la fin...

Le Trou d'obus, de Jacques Tardi est-il déjà le livre de l'année ? D'abord parce que les tranchées de 14-18 vues par le créateur de Brindavoine et d'Adèle Blanc-sec rassemblent dans nos mémoires les récits de Barbusse, les films de Rossi, Kubrick, Milestone, Losey, en un maëlstrom infernal. Et puis surtout, parce que le lieu d'accouchement de cet

album est l'imprimerie Pellerin d'Epinal, haut lieu du fait guerrier imagé et pompeux que l'on donnait à découper à nos grands-parents en une communion cocardière. *Le Trou d'obus*, c'est l'enfer de la guerre restitué dans la splendeur passéiste d'une grande collection « classique », par l'un des plus terribles dessinateurs du moment... Un morceau de guerre pleine de chairs, de boue et de mort, presque à la façon d'un Goya des tranchées... (Images d'Epinal Pellerin - 92 francs). Pour haïr la guerre, justement !

Michel Laszlo

Monographies

Pourquoi tant de monographies en cette charnière 1983-1984 ? Casterman, coup sur coup, nous propose deux études magistrales (parce que non pédantes et bourrées de documents inédits ou rarissimes) :

Le Monde d'Hergé, de Benoit Peeters rassemble pour la première fois l'ensemble de l'œuvre dessinée d'Hergé, accolant aux Tintin, Jo Zette et Jocko et autres Popol et Virginie, tous les travaux publicitaires, cartes de vœux, objets et gravures du défunt père de la « ligne claire ».

Avec *Alix* répare une injustice : Thierri Groesteen braque enfin les projecteurs sur ce damné Jacques Martin, créateur d'Alix et du reporter Lefranc, et l'un des piliers les plus discrets de l'aventure du magazine *Tintin* du début des années cinquante. Le sérieux de l'étude rend grâce à ce que je n'hésite pas à considérer comme la plus fantastique saga

historique de l'histoire de la bande dessinée.

Utile, également, le *Mezières* des Editions Dargaud, qui nous offrent, outre certaines planches journalistiques parues dans *Pilote*, le premier épisode inédit des aventures de Valérien et Laureline, *les Mauvais Rêves*.

Et l'on annonce un superbe album consacré à Hugo Pratt, chez Dargaud, bourré de splendides aquarelles épiques, mais aussi une monographie consacrée à Paul Cuvelier, ce grand peintre qui fit un détour par la BD pour dessiner les merveilleuses aventures de Corentin Feldoë (Editions du Lombard).

Enfin, *l'Année de la BD 1983-1984* est le *Quid* du neuvième art... Toute la production de l'année y est répertoriée, les albums, les modes, les faits marquants... 180 pages pour briller en société dès qu'on parlera BD ! (Editions Temps futurs).

M. L.



● Samedi 15 h (A2), Pays de Galles-France. Le vainqueur ne laissera pas filer l'Ecosse...

22 h 35 (TF1), « Droit de réponse » : « la Psychoanalyse ».

● Dimanche 20 h 35 (TF1), *la Poudre d'escampette*, de P. de Broca, avec M. Piccoli, M. Jobert et M. York. L'anti-Taxi pour Tobrouk.

21 h 40 (A2), « Vietnam » n° 5, « En direct de Saïgon » (1967-1970). En 1963, à la mort de Kennedy, il y a 16 000 conseillers militaires US au Sud-Vietnam. Quatorze ans plus tard, ils sont un demi-million ! Ils ont le matériel le plus complet, le plus sophistiqué de la technologie militaire : bombes à billes, à fragmentation, défoliants,

détecteurs de chaleur humaine, fusils à infra-rouge, napalm... Malgré ce gigantesque déploiement de matériel, les Américains s'enlisent, ils changent de stratégie à chaque nouvelle saison, passant des « ha-mieux stratégiques » à la « pacification », puis au « search and destroy » (« chercher et détruire ») avant les déplacements massifs de population. Sept millions de Vietnamiens quittent la campagne pour les villes. De Khe Sanh (1967) à l'offensive du Têt (1968), le monde entier découvre les images de la sale guerre. Johnson cède la place à Nixon, mais les cortèges d'opposants à la guerre se gonflent et la radicalisation

de la jeunesse bouscule les vieux slogans réformistes (« Paix au Vietnam »), pour faire entendre dans les capitales occidentales « FLN vaincra » ou le célèbre « Ho-Ho-Chi-Minh », nouveaux signes de ralliement anti-impérialistes de la jeunesse.

La presse de droite hurle à la « manipulation » devant le remarquable travail réalisé par Henri de Turenne sur cette série... Ne ratez pas ces rendez-vous dominicaux avec l'Histoire.

22 h 30 (FR3), *Lame de fond*, de Vincente Minnelli avec K. Hepburn, R. Taylor et R. Mitchum. Curieux film mêlant les ingrédients du mélo psychanalytique et du film noir...

● Lundi 20 h 35, le choix entre deux bons films (*Ça commence à Vera-Cruz*, polar de Don Siegel avec Robert Mitchum — 20 h 35 sur TF1, et *l'Enfant sauvage*, de François Truffaut, sur FR3), et un « Grand Echiquier » consacré à l'excellent Michel Legrand et à ses amis (S. Reggiani, Cl. Nougaro, Sarah Vaughan, H. Salvador, Dizzy Gillespie, I. Aubret, F. Thibault...).

● Mardi 20 h 40 (A2), *Au nom du peuple roi*, de Luigi Magni, avec Nino Manfredi. Bâti à partir d'un fait historique datant de 1867, ce film, mélange d'humour, de réalisme et de politique, a battu tous les records de recette en Italie lors de sa

sortie en 1977...

● Mercredi 21 h 40 (A2), *Vive la crise*, l'anti-Dallas ! Yves Montand sur un scénario de Delors pour expliquer aux petits Français l'inéluctabilité de la crise... Heureusement que les mêmes seront en vacances... Ça m'aurait embêté que les miens voient le type dont leur père leur parlait autrefois avec admiration transformé en monstre de foire pour pitoyable spectateur réformiste...

● Vendredi 22 50 (A2), *le Dibbouk*, un film yiddish de Michael Waszynski. Un témoignage très expressionniste sur les communautés juives d'Europe centrale avant l'holocauste nazi.

Michel Laszlo

HISTOIRE DE LA GUERRE SCOLAIRE

Par Vassili

Résumé. En 1954 a commencé la guerre d'Algérie. De Gaulle prend le pouvoir en 1958. Après une intense mobilisation des partisans de l'école privée, la loi Debré est votée. Du côté syndical, une tendance laïque s'affirme dans la CFTC.

La loi DEBRE prévoit la mise en place de CONTRATS SIMPLES

L'Etat prend en charge les salaires et charges sociales des enseignants du privé!



Une très grande liberté est laissée aux établissements en vertu de leur CARACTERE PROPRE.



Les CONTRATS D'ASSOCIATION assurent, en plus, un forfait d'externat, versé par la commune, pour les frais d'entretien.



Le BESOIN SCOLAIRE RECONNU permettra, de plus, au privé, d'ouvrir des classes à son gré et de passer ensuite à la caisse.



Le Comité National d'Action Laïque riposte par des mobilisations d'ampleur et, le 19 JUIN 1960 à VINCENNES...



Dans le mouvement syndical, la tendance pour la laïcisation de la CFTC obtient 70% des mandats en 1964 et constitue la



La nouvelle donne libanaise

L'effondrement du régime d'Amine Gemayel, le rembarquement des marines américains, constituent le plus retentissant échec qu'ait essuyé l'impérialisme depuis la venue au pouvoir de Reagan. Cette situation aura des prolongements considérables dans tout le Proche-Orient.

Le roi est nu. Le président de la République libanaise se trouve aujourd'hui lâché par tous ceux qui l'avaient auparavant soutenu. Les chiites du mouvement Amal (l'Espoir) et les druzes du Parti socialiste progressiste de Walid Joumblatt sont entrés en rébellion ouverte contre son pouvoir. L'armée s'est désagrégée à la suite de la désertion massive des éléments chiites. Et le 14 février, malgré les bombardements des navires américains au large de Beyrouth, les milices druzes ont repris l'offensive, contraignant les militaires « loyalistes » à évacuer les villages qu'ils occupaient encore dans la montagne du Chouf. Amine Gemayel n'est plus que le représentant d'une petite minorité phalangiste.

L'effondrement de l'équipe en place et le rembarquement consécutif de trois des quatre contingents de la Force multinationale sont un échec cuisant pour les puissances occidentales. Sans doute le plus important depuis l'accession de Ronald Reagan à la Maison-Blanche.

Avec l'invasion israélienne du Liban, l'impérialisme avait pourtant marqué un point substantiel. L'affaiblissement de la résistance palestinienne et de la Syrie (puissance régionale dont les troupes stationnent au Liban depuis 1976 et qui est alliée à l'URSS) lui permettait d'espérer la stabilisation d'un Etat fort, relais de son influence dans une région stratégique. Ultérieurement, la « normalisation » des rapports israélo-libanais devait à ses yeux améliorer la position de l'Egypte — isolée depuis les accords de Camp David — et celle des autres régimes arabes pro-américains.

L'échec de la « pax americana »

Le 24 octobre dernier, au lendemain de l'attentat qui fit 260 victimes parmi les marines, Reagan déclarait encore : « Si le Liban tombe sous la coupe de forces tyranniques hostiles à l'Occident, ce n'est pas seulement notre position stratégique en Méditerranée orientale qui sera menacée, mais aussi la stabilité de tout le Moyen-Orient, y compris les vastes ressources de la péninsule arabe. Dans la mesure où les perspectives de stabilité future sont grandement influencées par la présence de nos forces, cette présence est essentielle à notre crédibilité politique. » Comment mieux décrire la place de cette zone dans la stratégie du principal Etat impérialiste ?

Pour parvenir à leur objectif, Washington et ses alliés ont porté Gemayel au pouvoir et ont soutenu la volonté des milices chrétiennes fascisantes d'imposer leur politique par la violence. Ils ont aidé les cadres du Parti phalangiste (Kataëb) à noyauter les différents rouages de l'appareil d'Etat.

Sous prétexte d'aider à la restauration de « l'autorité du pouvoir légitime », les unités américaines et françaises se sont mêmes affrontées, à plusieurs reprises, aux forces de l'opposition libanaise.

Tout l'édifice fut cimenté par l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983. Aux termes de ce dernier, si Israël s'engageait à retirer ses forces du

Miliciens druzes et chiites qui fêtent la prise d'un poste de l'armée libanaise à Beyrouth.



Liban, il se voyait pourtant reconnaître toute liberté d'action dans une « région de sécurité », située à sa frontière. Acceptant d'interdire les activités de l'OLP sur son territoire, le gouvernement de Gemayel consentait en outre à normaliser ses relations diplomatiques et économiques avec l'Etat hébreu.

Un tel accord consacrait la tutelle de Jérusalem sur l'Etat levantin, et renforçait du même coup la puissance des Kataëb. Ce qui conduisit au soulèvement de la majorité de la population. Dès ce moment, les forces modérées musulmanes et même certaines fractions chrétiennes prenaient leurs distances. Mais surtout, ce traité constituait une déclaration de guerre au régime syrien qui se trouvait menacé de marginalisation dans un pays qu'il a toujours considéré comme sa chasse gardée. Damas se trouva donc incitée à agir plus activement au Liban. Elle accentua son appui aux milices de l'opposition, contribuant ainsi, de façon décisive, à l'effondrement de Gemayel.

La revanche des chiites

C'est donc l'impérialisme qui créa toutes les conditions de l'embrassement actuel. Loin de renforcer l'Etat libanais, l'appui fourni aux milices chrétiennes a favorisé sa dislocation, en révélant le caractère caduc de la répartition des pouvoirs entre les différentes communautés qui font de ce pays une véritable mosaïque.

Le « pacte national » conclu en



Déserteurs de l'armée libanaise qui rejoignent les milices chiites.

par cette communauté aura des répercussions dans tout le Moyen-Orient, en particulier dans les petits Etats pétroliers du Golfe qui comptent de fortes minorités chiites et miséreuses.

La dernière carte française ?

L'impérialisme cherche dès lors à gagner du temps afin de susciter un règlement politique au problème. Sur cette voie, les obstacles sont nombreux. En dépit de ses appels à la formation d'un cabinet d'union nationale, Amine Gemayel est discrédité, sans pour autant qu'émerge une personnalité acceptable par tous les belligérants. Au plan diplomatique, le retrait des troupes américaines restreint considérablement les marges de manœuvre de Reagan. D'autant que la campagne électorale qui s'ouvre outre-Atlantique lui interdit pratiquement de rétablir la situation au moyen d'une escalade militaire. Le chemin d'un règlement passe donc par un accord avec la Syrie et avec Nabih Berri, le leader d'Amal.

Telle est la carte que joue le gouvernement français afin d'éviter une dynamique fatale pour l'impérialisme et d'améliorer son image de marque auprès des régimes arabes réactionnaires. Il s'efforce, dans ce cadre, de faire le pont entre les dirigeants chiites et les fractions « modérées » de la bourgeoisie chrétienne, tout en ne rappelant pas le contingent français. Ce qui constitue un bon moyen de tirer avantage de la paralysie de l'allié américain, en manifestant une plus grande « fermeté ». Les récentes initiatives de François Mitterrand sont éclairantes. On l'a vu reconnaître publiquement la faillite de son ancien allié Gemayel, chanter les louanges de la modération de Nabih Berri et appeler à la constitution d'une force placée sous l'égide des Nations unies.

La politique de l'Elysée risque fort de déboucher sur de nouveaux affrontements meurtriers. Quelle que puisse être son issue, elle n'est pas dictée par la défense du droit à l'autodétermination des populations concernées. C'est pourquoi aucun soutien ne peut lui être accordé. C'est pourquoi également il faut exiger, avec plus de force que jamais, le rappel de notre corps expéditionnaire.

Christian Picquet